

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

VENDEDI 16 AVRIL 1976

N° 163

1,50 F

Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

LIBAN REPRISE DES COMBATS

les USA et l'URSS menacent

Les combats avaient repris hier soir, sur tout le front entre les forces patriotiques et les milices réactionnaires, aussi bien à Beyrouth que dans la montagne. A proximité de la frontière, à environ dix kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, les troupes syriennes sont toujours immobilisées. Face à elles, les résistants palestiniens et les forces progressistes ont manifesté en criant : « La Syrie est victime du complot américain ! » « Soldats syriens, rentrez chez vous ! ». Effectivement, dans les dernières 48 heures, la préoccupation était de plus en plus grande au Liban sur l'intervention américaine dans les affaires du pays. L'Union Soviétique, de son côté, commençait également à recourir à la pression militaire.

Voir page 8

ÉTUDIANTS : DES DIZAINES DE MILLIERS DANS LA RUE

BERRE GRÈVE À LA SHELL-CHIMIE

Sur la route de Berre, autour de l'étang, une odeur acre vous prend à la gorge : les raffineries et les usines pétrochimiques sont là ; témoins les innombrables cheminées d'un côté, l'étang de Berre de l'autre totalement pollué. Finies les baignades estivales, même les anguilles n'ont pas tenu ! Une telle pollution dévastatrice serait-elle nécessaire ? Ce n'est pas l'opinion des 700 travailleurs de la Shell-Chimie et de leurs syndicats CGT et CFDT en grève depuis le mercredi 14 avril à 4 H du matin pour trois jours. Décision prise en assemblée générale dans la salle des fêtes de Berre.

Dans le cahier de revendications :

- le droit syndical
- la levée des sanctions contre les secrétaires CGT et CFDT, l'un pour un soi-disant vol de documents, l'autre pour distribution de tracts pendant le travail.

- 2 heures d'information syndicale payées par mois pendant le temps de travail
- augmentation des heures de délégation
- amélioration des conditions de travail
- 5 semaines de congés pour tous

- double récupération des jours fériés travaillés pour les postés
- 35 heures hebdomadaires pour le travail posté, au lieu de 40 actuellement
- 13^e mois garanti (actuellement deux primes par semestre anti-grève, « à la tête du client »)
- augmentation des salaires résultant d'un « compromis acceptable pour la CGT qui demandait une augmentation hiérarchique et la CFDT demandant une augmentation uniforme » m'ont expliqué les syndicalistes CGT et CFDT. La première partie de la formule est une augmentation en fonction du coefficient et la deuxième partie, l'augmentation dégressive, c'est à dire moins importante pour les gros salaires. Cette formule savante montre bien que les syndicalistes CGT et

CFDT rejettent de plus en plus massivement l'augmentation hiérarchique ou en pourcentage préconisée par le programme commun. Ce mouvement est suivi à 90% par les postés et par plus de la moitié pour le reste.

UNE DIRECTION DE COMBAT

« Ce trio de combat de la direction ne négocie jamais sauf par la force » explique un syndicaliste CGT « mais vous pouvez remarquer que nous avons le moral ».

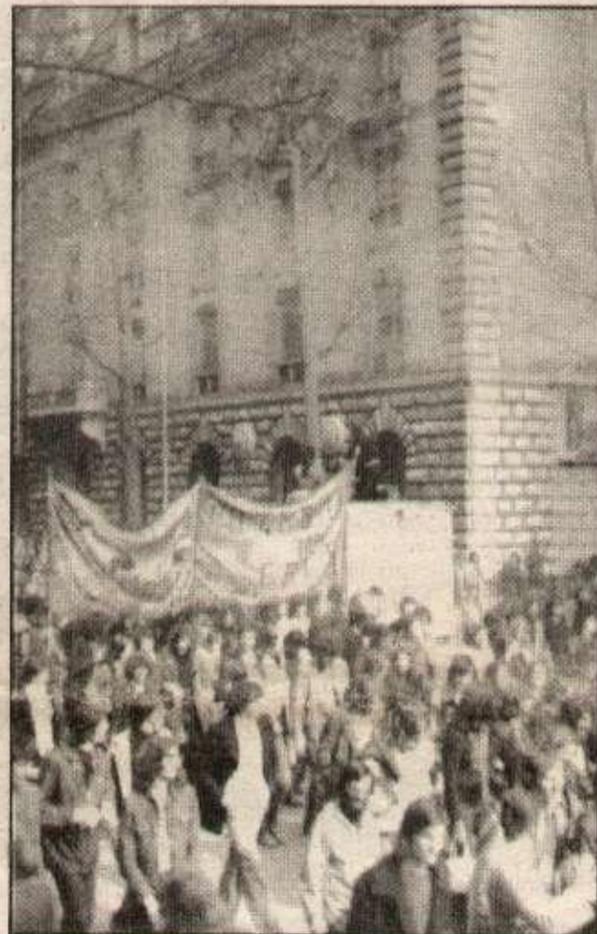
En effet, pas question de se laisser abattre : une vingtaine de sandwiches remplacent le repas du self qui suit la grève. Plusieurs équipes jouent au ballon. Bien que la lutte soit limitée à l'usine, pourquoi ne pas avoir le moral ? Hier, les travailleurs de Naphta-Chimie à Lavera ont fait céder la direction sur les mesures de chômage technique après une manifestation de 1000 personnes dans l'usine. La direction de la Shell-Chimie et la CFDT ont bien essayé de rallier les non-grévistes au nom de la liberté du travail mais refusant de passer pour des jaunes ; certains se sont déclarés aussitôt grévistes malgré des menaces ouvertes sur la promotion.

Voir page 6

La foule. La manifestation remplissant les places et les rues, à perte de vue. La place de la Bastille était un immense rassemblement, bariolé par les banderoles.

Hier à Paris, étudiants, enseignants, élèves de CET et quelques lycéens, étaient massivement descendus dans la rue. Il ne s'agissait pas, pour la masse d'entre eux, d'obtenir quelque chose immédiatement, mais de faire de cette journée un événement, de se sentir forts. Les mots d'ordre sont peu repris et les banderoles ne marquent pas un grand progrès par rapport aux précédentes manifestations. Pour tous les étudiants qui commencent à s'interroger sur leur mouvement, à se demander comment faire éclater la routine, à vouloir donner un contenu au désir d'unité avec les travailleurs, cette manifestation ne pouvait résoudre les problèmes.

L'ampleur même de la manifestation n'a pas manqué de susciter les



provocations : sur les quais de Seine, un groupe d'individus s'est jeté sur le service d'ordre de tête à coup de barres de fer et de pavés, faisant plusieurs blessés. Les CRS en profitaient pour se rapprocher et tirer quelques grenades. Un étudiant en aurait une dans la figure. La provocation était un échec.

Suite page 6

POLICE, LES PLANS POUR L'AVENIR Société policière avancée

La police aussi a son rapport du VII^e Plan, mais à la différence des autres documents, il n'est pas destiné à être rendu public. C'est pourquoi il ne s'embarrasse pas de formules oratoires pour justifier le renforcement policier. Il va droit au but : il faut plus de flics dans les quartiers populaires, il faut que la gendarmerie puisse intervenir partout et que son armement soit renforcé.

Voilà ce qui se trouve au ministère de l'Intérieur qui aurait certainement préféré révéler lui-même et progressivement ses projets pour qu'ils passent en douceur. Nous publions les extraits les plus significatifs pour que la riposte s'organise et empêche le gouvernement de mettre ses dangereux desseins à exécution.

Voir page 9

Le coordinateur chahuté

C'est dans une franche bousculade que le Coordinateur fait son entrée au siège du Parti radical. Huées, sifflements, et même un « au viol ! » remarqué retentirent dès sa pénétration dans l'antre valoisienne. Après avoir rassuré les membres présents du Comité directeur, sur son entente parfaite avec Giscard, il s'adonna à des réflexions de son cru, sur le nombre de pieds de la majorité présidentielle « La majorité parlementaire a trois pieds, c'est à vous de dire si la présidentielle en aura quatre ! ». L'absence

de JJSS fut très remarquée. Il avait jugé bon de s'épargner le spectacle douloureux du coordinateur coordonnant sous ses yeux son propre parti. Le comité directeur a eu entre autres à traiter d'un « appel aux radicaux » signé par 55 cadres départementaux et régionaux demandant que les radicaux « se situent en dehors des actions de coordination ». Nouveaux nuages à l'horizon pour le coordinateur avec le congrès de fusion des groupuscules centristes, le week-end prochain !



ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? (4)**

LES CLASSES DE VINS

Sur les bouteilles, dans les articles ou les livres traitant du problème du vin ou de celui des viticulteurs, fleurissent les sigles tels que : V.C.C... Vins de pays... V.D.Q.S. A.O.C... Toute une classification, une hiérarchie des vins dont il est nécessaire de saisir, à gros traits, la signification.

La différenciation « qualitative » des vins, leur classement, s'est opérée par le haut. C'est le sommet de la pyramide qui a commencé à se définir, à faire reconnaître et protéger légalement sa supériorité ou ses lettres de noblesse. Au lendemain de la guerre de 1914-1918, sur la base des « usages locaux, loyaux et constants » propres à chaque sous-région viticole, s'imposa l'idée d'« Appellations de délimitation ». L'application exacte de ces « usages locaux, loyaux et constants » n'alla pas sans quelques difficultés et controverses. La notoriété, la puissance ou les relations des propriétaires n'étant pas sans effets sur ces « usages ».

Une codification s'en suivit : Loi du 6 mai 1919 puis loi du 22 juillet 1927. La loi de 1919 créait des V.A.O.S. (Vins d'Appellation d'Origine Simple). Mais la garantie d'origine, la garantie qu'un vin était bien le fruit d'un terroir déterminé - et en général prestigieux - entraîna des

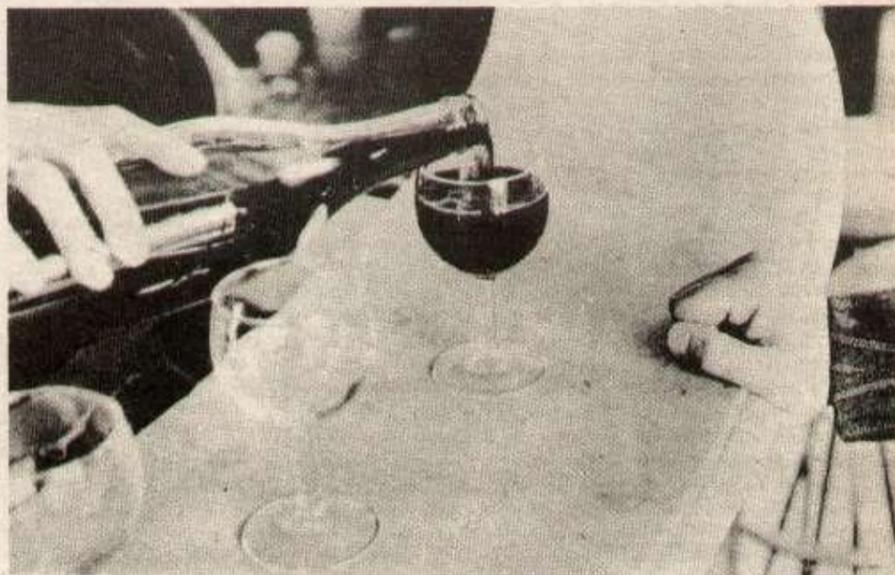
abus et des contestations (1), qui amenèrent le législateur, en 1935, à créer les V.A.O.C. (Vins d'Appellation d'Origine Contrôlée). Un comité National des A.O.C. (devenu ensuite l'I.N.A.O. ; Institut National des Appellations d'Origine des vins et eaux-de-vie) fut chargé de déterminer les conditions de production auxquelles doit satisfaire le vin de chacune des appellations d'origine dite « contrôlée » : Conditions relatives à l'aire de production, au ter-

roir, aux cépages, au rendement à l'hectare, au degré alcoolique du vin... Peuvent être précisés : les règles culturelles et les procédés de vinification reconnus comme loyaux et constants... Donc l'I.N.A.O. dresse la charte de chaque cru et il en fixe le statut propre. Cet institut est de caractère interprofessionnel (composé de représentants de propriétaires de vignes et du négoce) mais il travaille en relation avec l'administration. Chaque cru fait l'objet d'un décret particulier. L'I.N.A.O. a aussi un rôle de défense des crus qu'elle a reconnus et « homologués », ceci tant en France qu'à l'étranger. Il prend en charge les intérêts des producteurs d'A.O.C. au plan du commerce international notamment quand les échanges font l'objet d'accords ou de traités...

Il y a en France un peu plus de 250 appellations d'origine contrôlée (Champagne, Chablis, Médoc, Sauternes, St Emilion etc, etc...)

Roussillon. Le premier « Code du vin » est promulgué le 1^{er} décembre 1936. La deuxième guerre mondiale et l'appauvrissement de l'agriculture française qu'elle entraîne provoquent un répit. Mais le mouvement est lancé qui va entraîner la naissance d'une série de catégories de vin à partir de la situation privilégiée des grands crus.

Ainsi, dès 1949, pour « récompenser » certains viticulteurs ne pouvant obtenir l'A.O.C. sont créés les V.D.Q.S. (Vins Délimités de Qualité Supérieure). Une fois encore, dans un contexte de crise. En 1950, les prix moyens passent de l'indice 100 à l'indice 70. Puis l'été 1953, c'est l'explosion : les barrages de routes dans l'Aude, le Gard, les Pyrénées Orientales, l'Hérault. Alors le pouvoir bourgeois décide d'un « vaste plan de réorganisation ». (On juge aujourd'hui l'efficacité de ces plans !). Le décret du 30 septembre 1953 réforme profondément le code du vin de 1936. Entre autre il crée l'I.V.C.C. (Institut des



Le sigle V.D.Q.S. est porté sur l'étiquette de la bouteille. (Ex. de V.D.Q.S. le Corbière, les Côtes de Provence etc...)

Lors de l'entrée dans le marché commun agricole, rien de tout cela ne subit de modification. Seulement, dans la législation communautaire, les V.A.O.C. et les V.D.Q.S. sont regroupés sous l'appellation unique de V.Q.P.R.D. (Vins de Qualité Produits dans des Régions Déterminées).

LES VINS DE PAYS...

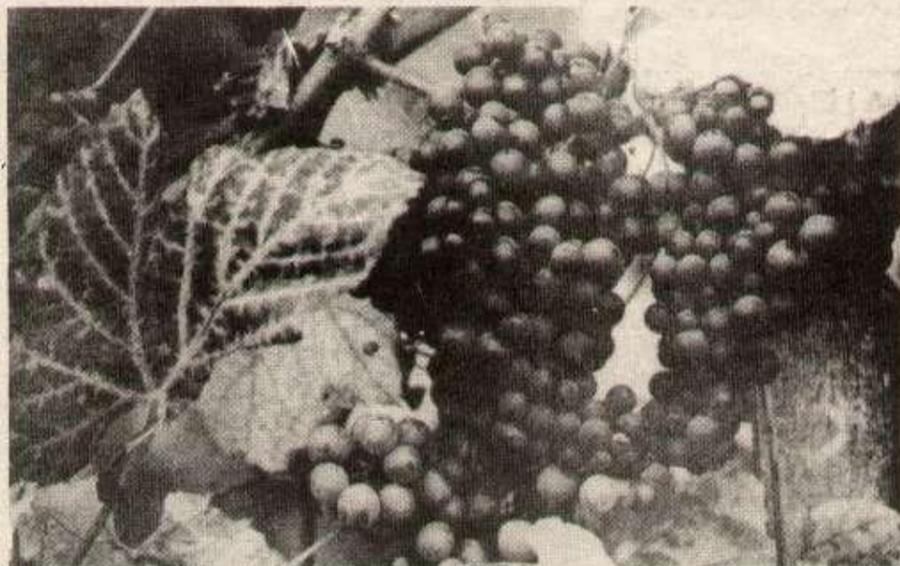
En 1962-1963, nouvelle vague, très dure, de luttes des vigneron occitans. Les « comités d'action » deviennent ces outils de

ce contexte, la loi de 1964 crée une nouvelle catégorie de vins : « Les vins de consommation courante sélectionnés » ou vins de « l'article 26 » devenus maintenant les « vins de pays ». Ces vins sont ceux qui ne sauraient prétendre à être des VAOC ou des VDQS mais qui ont une réelle personnalité et correspondent à certaines conditions :

- Ils proviennent de cépages recommandés ou autorisés,
- Ils titrent un degré alcoolique fixé
- Ils ne sont pas enrichis par du sucre.
- Leur production ne dépasse pas une certaine quantité d'hectolitres à l'hectare.
- Ils sont soumis à un contrôle par dégustation.

gories que nous venons de signaler, restent dans le lot des VCC (des Vins de Consommation Courante). Ce qui ne signifie pas qu'ils soient de mauvaise qualité... Ils représentent autour de 60/65% de la récolte et sont considérés - à cause justement de leur manque de qualification - par le négoce, comme une matière première capable de toutes les transformations. Nous aborderons de façon plus précise ce problème quand il sera question plus explicitement de ce que le pouvoir bourgeois appelle : la « politique de la qualité »...

Contentons-nous de remarquer que la classification et la hiérarchie des vins ne correspond



abus et des contestations (1), qui amenèrent le législateur, en 1935, à créer les V.A.O.C. (Vins d'Appellation d'Origine Contrôlée). Un comité National des A.O.C. (devenu ensuite l'I.N.A.O. ; Institut National des Appellations d'Origine des vins et eaux-de-vie) fut chargé de déterminer les conditions de production auxquelles doit satisfaire le vin de chacune des appellations d'origine dite « contrôlée » : Conditions relatives à l'aire de production, au ter-

LES VINS BOURGEOIS...

Cette réglementation de 1935 qui confère aux Vins A.O.C. leurs lettres de noblesse - et tous les avantages économiques qui en découlent - a été acquise dans un contexte très difficile pour les petits producteurs de vin. Au cours de la décennie 1920-1930, le coefficient de variation des prix du vin oscille de 1 à 30 ! Le vin, par exemple, passe de 210 F l'hectolitre en 1926 à 20 F en 1934. Les viticulteurs se révoltent en Languedoc-

comité National des A.O.C. (devenu ensuite l'I.N.A.O. ; Institut National des Appellations d'Origine des vins et eaux-de-vie) fut chargé de déterminer les conditions de production auxquelles doit satisfaire le vin de chacune des appellations d'origine dite « contrôlée » : Conditions relatives à l'aire de production, au ter-

- récoltés sur des terrains définis
- élaborés selon des règles précises
- soumis à l'agrément préalable d'une commission de dégustation « professionnelle ».

Les vins médécins...

Au niveau des « vins de table », les vins sont classés en fonction de leur degré :

- Les R.1 : titrant entre 10° et 12°.
- Les R.2 : titrant entre 12° et 14°.
- Les R.1 sont les vins rouges qui sont consommables en l'état, comme vins de table.

Ils titrent assez d'alcool mais pas trop ce qui les rendrait inadaptés comme vins courants.

Les R.1 sont quasi exclusivement produits en France dans le Languedoc-Roussillon. Ce sont des vins qui pourraient être vendus et consommés, pour la plupart, sans aucune transformation. Mais le négoce a plus

d'intérêt à acheter des R.2 Italiens en profitant de leur bas prix. A acheter en France des vins titrant moins de 10° (« petits vins » donc achetés encore à bas prix). A faire un coupage de ces deux sortes de vin pour obtenir l'équivalent d'un R.1.

Ces R.1 obtenus par mélange, inondent le marché, provoquant la chute des prix et la mévente des R.1 naturels. Vins qui pourraient être consommés tels quels et qui, ne trouvant pas de débouchés, partent à la distillation...

Voilà ce que cache l'alibi de la piquette languedocienne appelant nécessairement la correction de vins « médécins »...

combat qu'ils sont encore aujourd'hui pour les viticulteurs. Cent mille manifestants à Montpellier en Novembre. Parmi eux, la génération « moderniste », celle qui fonce dans le sens du « progrès » qui profite des facilités de crédits à court et long terme (en 1951, l'endettement de la paysannerie languedocienne atteint déjà près de 20 milliards), qui organise les coopératives pour les lancer dans une politique de

Ces vins peuvent facilement être distingués par leur étiquette. La loi de 1972 leur réserve les dénominations de « Domaine ou Mas » s'il s'agit d'une exploitation isolée, de « Mont », « Côte », « Côteau » ou « Val » s'il s'agit d'une production régionale.

LES VINS DE CONSOMMATION COURANTE

Tous les vins qui ne sont pas classés dans les caté-

pas à des normes « purement technique ». Il s'agit d'une stratification qui s'est construite historiquement et par contamination et en dégradé de la position supérieure. Le vin issu de la masse des petits producteurs, le vin courant consommé par la masse des Français n'est légalement et réglementairement que « ce qui reste », « ce qui ne mérite pas d'être classé ». Sous la domination du capitalisme ce n'est pas un hasard...

Note : (1) En 1930, la France récolte 5 milliers d'hectares d'appellation d'origine ; en 1934 : 14 milliers l...

NUCLÉAIRE

5 000 MW nucléaires au lieu de 6 000

POLITIQUE ENERGETIQUE D'INCERTITUDES

Le conseil restreint sur l'énergie qui s'est tenu hier, n'a pas vraiment apporté de surprise. En répétant que la «lutte contre le gaspillage» doit être poursuivie, le gouvernement n'est guère convaincant. Car, si cette «lutte» permet des profits (comme le chauffage électrique intégré...) elle est effectivement menée, mais si elle en fait perdre (récupérer le phosphogypse qui pollue la baie de Seine, par exemple) elle n'intéresse plus personne ! Des décisions auraient été prises à partir du rapport Lauré (sur les marchés des produits pétroliers) et on peut dire par avance qu'elles ne porteront certainement pas tort aux compagnies pétrolières.

L'aspect le plus important de ce conseil était certainement la décision du programme nucléaire après 1977. Programme qui peut mettre en jeu notre avenir pour une longue période, et qui est du ressort de quelques ministres... Le programme, qui devait être comme en 76 et en 77 de 6 000 MW est ramené à 5 000 MW pour 78 et 79. Modification de taille ! La différence avec le projet initial tient à plusieurs facteurs : le pétrole, dont le prix

s'est stabilisé redevient intéressant, à court terme. L'impérialisme français, incapable d'avoir des «zones d'approvisionnement sûres» ne peut pas tout miser dessus, et encore moins sur la recherche pétrolière en France qui n'a donné que peu de résultats. Refusant d'exploiter le charbon pour cause de «non rentabilité», il en est donc réduit à ces semblants de plans énergétiques, qui ne font que cacher ses incertitudes quant à l'avenir.

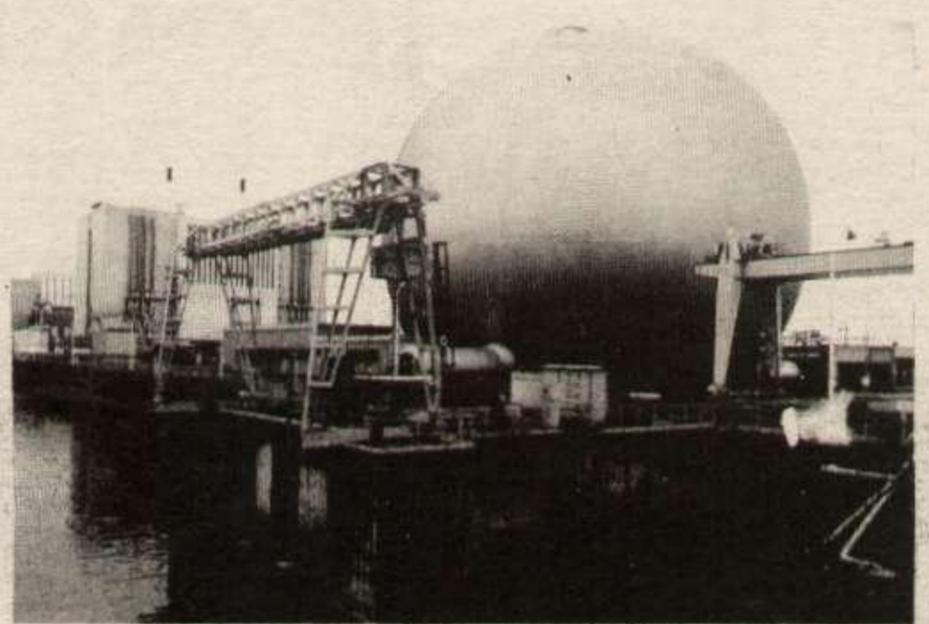
LE CHAUFFAGE ELECTRIQUE INTEGRÉ

Même si l'on enregistre une légère baisse du programme d'électrification nucléaire, le chauffage électrique intégré, à source d'électricité nucléaire reste un des points forts des projets de l'EDF. C'est ce qui a donné l'idée du slogan à relent raciste «en France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées». Vous avez peut-être vu, sur les enveloppes de factures de l'EDF, cette publicité :



L'ineptie qui consiste à fabriquer de l'électricité à partir de la chaleur produite dans le cœur d'un réacteur nucléaire, et à transformer en chaleur cette électricité en chaleur est dénoncée depuis longtemps. Aussi l'EDF a-t-elle repensé un peu sa propagande.

La manœuvre est grossière, puisqu'elle revient à dire que le chauffage électrique intégré est plus avantageux (du point de vue de l'utilisation des sources d'énergie) en comparant les résultats d'un chauffage traditionnel, sans aucune isolation des locaux, avec ceux du chauffage électrique intégré, dans des locaux spécialement isolés. Ce qui revient à comparer les performances d'un cheval entravé à celles d'une tortue...



Voilà ce qu'en conclut un groupe de réflexion du centre de recherches nucléaires de Strasbourg - Gronenbourg, après avoir montré que, par le chauffage au fuel, par exemple, pour 100 unités d'énergie consommées, il en était récupéré 58 dans le local à chauffer, et seulement 29 dans le cas d'électricité d'origine nucléaire :

«Nous sommes amenés à conclure que la pratique de la publicité pour le chauffage électrique tel qu'il est proposé est une supercherie. Elle a pour but de favoriser l'implantation à grande échelle de l'industrie nucléaire, tendant à renforcer le monopole de l'EDF aux dépens des autres fournisseurs d'énergie...»

Enthousiasme suicidaire à Saint Etienne

Panique à l'arrivée de l'avion qui ramenait l'équipe victorieuse sur l'aérodrome de St Etienne. Plus de deux mille supporters en délire envahissent le terrain pour voir et toucher de plus près leurs idoles, ne laissant même pas à l'appareil le temps de stopper définitivement. Un supporter fut bousculé, projeté sous l'hélice et décapité !

Le fait est largement minimisé sur les ondes et dans la presse bourgeoise. Pourtant l'occasion n'était-elle pas bonne pour poser le problème de l'enthousiasme exagéré qu'on suscite en développant un sport d'idoles au-dessus du commun ? Ce n'est évidemment pas les journaux, qui créent à longueur de page cet état d'esprit, qui allaient la dénoncer. Par ailleurs, des vitrines, dans cette explosion de chauvinisme, ont volé en éclats à l'aéroport de Saint-etienne. Voilà qui ne méritait pas non plus, pour la même presse, les mêmes commentaires que celles du quartier latin : deux poids, deux mesures.

SURREGÉNÉRATEUR, SUPERPHÉNIX...

Cette filière, dite à «neutrons rapides», est selon de nombreux experts gouvernementaux la voie de l'avenir. A la différence des filières à neutrons lents (celles du programme nucléaire actuel), ces centrales n'utilisent pas de modérateur (de ralentisseurs de neutrons) et, pourvu qu'au chargement du réacteur, elles contiennent un combustible très fortement enrichi en noyaux fissibles (U 235 ou Pu 239), elles transforment elles-mêmes l'uranium non fissible qu'elles contiennent en plutonium (pouvant servir dans les bombes A).

La centrale de Creys Malville (Isère) dont la construction a été décidée par le conseil restreint contiendra dès son départ (1980 ?) quatre tonnes de plutonium (métal à très longue radioactivité, se fixant sur l'organisme). D'autre part, le refroidissement est assuré par circulation de sodium liquide. La moindre fuite des circuits de sodium pourrait avoir de très graves conséquences. Ces deux aspects du Super-Phénix, la quantité de plutonium, et le circuit de sodium présentent de graves dangers. La centrale de Malville étant la première de cette taille (1 200 MW) on est en droit d'être inquiet. Les paysans de la région, en refusant son installation l'ont bien compris, et ce n'est pas l'expérience de Marcoule (à petite échelle) qui peut convaincre à ce sujet : l'incendie (dû à une fuite de sodium) d'un surrégénérateur russe en est la preuve.

Le Parti du point vert

«La faucille et le marteau ne correspondent pas exactement à la politique d'union du peuple de France. Il n'y a plus aujourd'hui en France que 13% de paysans, alors qu'il y a une masse énorme d'ingénieurs, cadres, chercheurs, intellectuels. Nous ne faisons pas de fétichisme.»

C'est ce qu'a déclaré Pierre Juquin, membre du Comité Central du Parti révisionniste, lors de la campagne électorale pour l'élection partielle dans la première circonscription d'Indre et Loire. Le symbole choisi pour cette campagne du candidat P«C»F n'est autre... qu'un point vert !

Après la dictature du prolétariat, la faucille et le marteau ; ces reniements successifs au niveau du vocabulaire ne sont au fond que le constat de ce qu'est devenu le P«C»F, de sa nature bourgeoise !

Les pots de vin Total

Après la Shell et la BP, c'est maintenant au tour du groupe français Total d'être impliqué dans le versement de pots de vin à la démocratie chrétienne et à d'autres partis politiques italiens en 1973, pour un montant total de dix milliards de lires. La direction française du groupe Total affirme que sa branche italienne, bien que

«n'ayant cessé de s'élever contre l'usage du financement des partis» a dû en passer par là ; toutefois, «les cotisations auxquelles sa filiale italienne a pu procéder en vertu de cet usage figurent dans la comptabilité de Total-Italianna et n'ont, à aucun titre, un caractère clandestin»...

● CLÉRIEUX : UNE 6^e OUVRIÈRE DÉCÉDÉE

Une 6^e ouvrière est morte au service de réanimation de l'hôpital de Romans, où elle avait été admise suite à l'explosion à la poudre de Clérieux le 9 avril. Contre ces assassinats du capital, pour la sécurité, les ouvriers de l'autre usine de Valence sont en grève depuis plusieurs jours.

● Les employés administratifs de l'hôpital de Landerneau sont en lutte depuis deux jours. Ils luttent contre la division qu'instaure la direction par l'octroi de primes «à la tête du client». Ils réclament l'intégration de ces primes dans le salaire de base. L'autre revendication est une augmentation de salaire de 250 F pour tous.

● Les travailleurs de Framatome (Chalon sur Saône en Saône et Loire) entament leur troisième semaine de grève avec occupation.

● Depuis une quinzaine de jours, les travailleurs de l'entreprise Sogretel sont en lutte avec occupation pour obtenir l'application d'un accord signé par le patron.

INFORMATIONS GENERALES

82 «PAILLÉRON» EN FRANCE !

dénoncent les parents des victimes

Une quinzaine de parents, membres de l'Association des victimes du CES Pailleron, ont été bousculés par la police, mercredi dernier, lors de l'inauguration de l'exposition «Vivre à l'Ecole», organisée par l'OFRAFENE au Grand Palais. Haby a sorti à cette occasion ses gardes mobiles mais prudent malgré tout il est passé par une porte dérobée. Le 6 février 1971, 16 enfants avaient trouvé la mort dans l'incendie de leur CES, qui brûla comme une véritable botte de paille : l'ossature métallique n'était pas isolée et du polystyrène combait les vides entre plafonds et faux plafonds !

Le ministère nie l'existence d'autres «Pailléron». Pourtant, les faits sont là. 82 établissements au moins sont construits de cette manière. D'autres CES du même type ont été la proie des flammes à Nice, Sarcelles, Canteleu. Dans ces incendies, le rôle de l'Etat n'est pas à nier : les constructions scolaires ont

été depuis 63, calculées au plus juste. On a économisé sur tout, en particulier sur l'isolation thermique. Une circulaire a réduit à un quart d'heure la stabilité au feu des éléments porteurs. C'est ainsi qu'un CES de 900 élèves et de trois étages a pu brûler en 10 minutes !

«Nous nous battons pour obtenir une modification de la législation actuelle. Nous demandons que dans les 82 établissements dangereux des travaux soient effectués comportant : désossement complet du CES, encoffrement des escaliers, retrait du polystyrène, installation de coupe-feu dans les faux plafonds, et les vides. Cette lutte que nous menons, depuis 3 ans que nous avons perdu nos enfants, est notre raison de vivre. Nous voulons obtenir des condamnations pour les responsables !», nous a déclaré une mère de famille, membre de l'Association.

Prochainement, s'ouvrira le procès des enfants accusés d'avoir mis le feu au CES. Le gouvernement a séparé les deux procès, celui des enfants incendiaires et des fonctionnaires ministériels responsables, pour orienter dès le départ l'affaire dans le sens d'une affaire de délinquance et de minimiser sa responsabilité propre. *«Le procès des enfants incendiaires est peu important, il ne compte pas pour nous ! Nous dénonçons cette grossière manœuvre qui consiste à scinder les deux affaires !»* nous déclare un responsable de l'Association des familles des victimes.

16 enfants brûlés, 3 ans pour juger le procès, la garde mobile contre les parents, voilà sûrement la sécurité que Giscard veut nous octroyer ! En attendant, des milliers d'enfants sont, par la faute du profit, soumis aux mêmes risques que les 16 de Pailleron !

LUTTES OUVRIERES

**Griffet
(Marseille)**

ATTENDRE LA REPRISE ECONOMIQUE OU PASSER A L'OFFENSIVE ?

Pour certains ouvriers, le 27 mars, c'était la dernière limite pour percevoir l'indemnité d'attente à 90 % du salaire et le 27 avril, c'est la totalité des ouvriers qui n'y auront plus droit.

Les travailleurs ont déposé un engagement de la part du préfet qui a accordé des stages FPA.

Dans cette situation chez les Griffet, de nombreuses questions se posent. Comment interpréter l'attitude de la bourgeoisie ? Pour de nombreux travailleurs, la meilleure solution serait d'attendre que les stages se mettent en place.

Il ne saurait être question alors de luttes tout de suite. L'illusion qu'au bout du compte, il pourrait y avoir une reprise économique est encore présente : « S'ils ont fait ça, c'est bien qu'ils ont une idée derrière la tête ! », « Il ne veut tout de même pas nous faire faire des stages pour rien ». Pour certains, c'est plus nuancé : « En faisant ces stages, on apprend toujours quelque chose ; on pourrait peut être trouver du travail ailleurs après ».

C'est de fait, cette idée là que la confédération CFDT, ainsi que le PS cherche à exploiter. Ainsi, un responsable national de la métallurgie est venu trouver les travailleurs pour leur proposer les services du cabinet Syndex, s'engageant à aller contacter les services du gouvernement au plus haut niveau et enfin soutenir le

projet de coopérative ouvrière comme dernière solution si le redémarrage est impossible.

Pour le PS, c'est aussi sur le terrain de la reprise économique qu'il se place : Defferre, au nom du conseil régional, s'est engagé à acheter les immobilisations et à appuyer son ami Genay toujours prêt à faire parler de lui comme sauveur suprême d'une entreprise en difficulté (c'est à peu près le même cinéma qu'il a joué pour Titan Coder).

Le PS cherche à utiliser la situation actuelle pour renforcer l'attentisme, redorer son blason sans doute en prévision des municipales. Mais bon nombre de travailleurs ne partagent pas pour autant ces illusions. Ils ne placent pas leurs espoirs dans une quelconque reprise économi-

que. En fait, on a obtenu une victoire qui crée un précédent. Le préfet a reconnu notre droit à occuper l'usine et la voie de la lutte s'exprime dans ces termes : « Cela va nous permettre de contacter tout le monde et de repartir plus nombreux encore dans la lutte pour imposer le redémarrage ». Alors la première

Jusqu'à présent, alors que les travailleurs étaient assurés d'être payés 90% pour l'année, alors qu'on n'arrêta pas de leur raconter que l'usine est rentable, qu'on a rempli le carnet de commandes...etc... Alors qu'un certain nombre d'industriels tournaient autour de l'affaire (on a parlé surtout de Krupp),

pour la coopérative, on peut dire qu'ils ne sont pas prêts.

Pour les travailleurs qui sont conscients qu'il faut prendre l'offensive, alors, il ne reste qu'une chose à faire : prendre en mains la direction de la lutte. Ce problème-là ne peut être résolu que si les travailleurs

Arthur Dalidet du PCRMi a diffusé une brochure de propagande analysant la crise, l'unité populaire, et appelant à construire l'autonomie ouvrière contre la bourgeoisie et le révisionisme. Car il s'agit de savoir comment lutter au niveau des sections syndicales, UL, UD, contre ceux qui morcellent les luttes ou qui conseillent de s'en remettre aux élus. Ce premier mai, est en ce sens, une initiative importante. Pendant deux jours, le premier et le 2 mai, les Griffet appellent à une journée « portes ouvertes ». Ils invitent les CIP, le Parisien Libéré et toutes les entreprises en lutte contre le chômage, les paysans, les étudiants et les lycéens. Mais quel sens donner à ces journées ? S'agit-il seulement de faire parler les Griffet ? S'agit-il de déplorer le gâchis ? S'agit-il de préparer l'offensive ouvrière ? Cela n'est pas aujourd'hui encore résolu.

Tous avec les Griffet pour l'offensive ouvrière !

Oui à un premier mai de lutte contre la bourgeoisie et contre les solutions de capitulation des partis de gauche !

C'est dans cette voie que la cellule Arthur Dalidet invite les travailleurs à s'engager.

D'après correspondance de Robert RIVIERE



question à résoudre : y a-t-il ou non recul de la part des patrons ?

Cette question là n'est d'ailleurs pas la seule : comment s'engager de façon efficace dans cette lutte.

on prêtait une certaine compétence aux cadres pour mener la négociation, pour prendre des contacts et obtenir un certain nombre d'avantages juridiques et sociaux. Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'industriels en vue et

sont conscients des obstacles auxquels ils ont à faire face : « A Griffet, tout seuls, on ne pourra pas faire céder les patrons. Alors comment arriver à un mouvement d'ensemble ? ». Il faut répondre à ces questions. La cellule

TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

Foyers Sonacotra

NON AUX EXPULSIONS !

Hier, à Paris, avait lieu une conférence de presse appelée par le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève, suite à la nouvelle vague de répression qui vient de s'abattre sur vingt travailleurs immigrés des foyers Sonacotra. Poniatowski, le ministre de l'Intérieur signait, il y a peu, vingt arrêtés d'expulsion. Deux arrêtés prenaient effet quelques heures après leur signature : le 7 avril à 2 H du matin, quinze cars de police entouraient le foyer de Champigny et à 5 h 30, accompagnée du gérant, la police entra dans la chambre de quatre délégués des résidents.

Deux d'entre eux, Ben Amar (travailleur algérien) et José Ferreira (travailleur portugais) sont aujourd'hui expulsés. Il est à noter que la bourgeoisie a employé pour cette expulsion un procédé d'urgence. En clair, la notification d'expulsion n'a été donnée aux deux travailleurs que dans les locaux du commissariat, la bourgeoisie voulant ainsi empêcher toute riposte.

La lutte, sera-t-il rappelé, a commencé il y a un an environ par la grève des loyers des résidents dans 2, puis 3 foyers de St Denis. En septembre 75, 27 foyers étaient en grève, aujourd'hui, ils sont 50.

Cette lutte a pour but,

sera-t-il rappelé, la baisse des loyers et l'obtention du statut de locataire (droit de visite, d'association), la reconnaissance des comités de délégués de chaque foyer et le comité de coordination.

DEPUIS UN AN : LA RÉPRESSION

Le comité de coordination rappellera que depuis un an, la bourgeoisie a tenté de casser leur mouvement. Dans un premier temps, les gérants tentant de diviser les résidents entre les différentes nationalités, (au Foyer Romain Rolland, le gérant menacera aussi 5 travailleurs français qui faisaient grève avec leurs camara-

des immigrés). Mais cette division échouera, l'unité ne fera que se renforcer. Puis, il y aura les négociations bidon, qui ne feront qu'amplifier le mouvement.

Aujourd'hui, voyant que le mouvement, loin de faiblir, se renforce au contraire (3 foyers viennent de rejoindre le mouvement), la bourgeoisie réprime. Des travailleurs pakistanais et mauriciens viennent aussi d'être expulsés. Le comité de coordination rappellera que cette répression est un des éléments de la politique répressive actuelle de la bourgeoisie contre les travailleurs de France. Quand nous poserons la question du lien nécessaire avec les travailleurs français, le comité soulignera que la riposte aux atteintes aux libertés démocratiques doit être le premier axe de lutte commun entre travailleurs français et immigrés.

Le deuxième axe sur lequel la lutte des travailleurs français et immigrés doit se rejoindre, indique le comité, est la question du logement : la lutte contre les expulsions, con-

tre les loyers trop chers touche aussi les travailleurs français.

Face à ces expulsions, cette nouvelle mesure répressive, il faut se mobiliser largement, préparer une riposte de masse, immédiatement. En ce sens, est prévue, la semaine prochaine, une manifestation de grande ampleur. Le but de la manifestation sera d'exiger le retour en France des deux travailleurs expulsés, mais plus largement de s'opposer à toute expulsion.

● 67 TRAVAILLEURS PAKISTANAIS EXPULSÉS DE FRANCE !

Une centaine de travailleurs immigrés s'étaient présentés lundi pour réclamer la population au secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés. 67 d'entre eux, ont été contraints par la police à faire leurs bagages et ont été expulsés mardi soir par avion sur le Pakistan. L'URP-CFDT a protesté contre « cette mesure expéditive ».

BOURGOGNE ÉLECTRONIQUE

LA GRÈVE SE POURSUIT

Les six membres de la direction qui étaient restés bloqués sur le lieu des négociations sont repartis hier matin à 5 h 30, après avoir accepté de rédiger un projet de protocole d'accord. Ce matin, en assemblée générale, les travailleurs, non satisfaits des propositions de la direction, ont décidé à la majorité de continuer la grève pour obtenir au minimum le paiement des heures de grève. Il a été décidé que si la direction refusait de négocier avant mardi, la grève continuerait de manière illimitée.

LE GALA DE SOUTIEN

Mercredi soir, les travailleurs de Bourgogne-Électronique ont organisé un gala de soutien avec le Collectif d'expression Populaire. Deux cents personnes environ y ont assisté. Outre le programme de musique populaire, des interventions de travailleurs en lutte ont eu lieu. Tout d'abord, les grévistes de Bourgogne-Électronique ont expliqué leur lutte et ont ouvert le débat. Des délégués de la Sescosem de Grenoble ont apporté leur soutien en insistant sur la néces-

sité de la solidarité entre les travailleurs des différents groupes de la Thomson.

En fin de soirée, des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra Mistral sont intervenus pour populariser la grève des foyers qu'ils mènent en ce moment.

Ce gala a été positif pour Bourgogne-Électronique, en ce qui concerne le soutien financier. Il est cependant regrettable que la mobilisation n'ait pas été mieux prise en main, ce qui explique la faible participation des travailleurs de Dijon.

Corr. B.E.

PUM (REIMS) : HALTE A LA RÉPRESSION !

La direction de l'entreprise PUM (métallurgie) à Reims, vient de licencier deux militants syndicaux CGT pour leur participation à une grève qui s'est déroulée il y a un an. Dans l'usine, les travailleurs multiplient les débrayages en vue d'obtenir la réintégration de leurs camarades.

LUTTES OUVRIERES

lip

LE POINT SUR LA LUTTE

Le combat à Lip dépasse les murs de l'usine de Palente. C'est une chose qu'ont très bien compris le gouvernement et le patronat. A partir du moment où, la crise s'aggravant, les actionnaires ont décidé de diriger leurs capitaux vers d'autres branches plus rentables, ils avaient réglé le sort de Lip. Pour remercier Neuschwander, ils ont envoyé à sa place les liquidateurs, Sargueil et Millet. Ceux-ci s'évertuent alors à finir de couler la boîte, ils étaient là pour cela. Déclarations fracassantes, propos alarmistes, se succédaient à un rythme vertigineux. Ils arrivaient ainsi allégrement après une période de cache-cache, «déposera, déposera», au terme de la tâche qui leur a été fixée, et déposaient le bilan.

Pourquoi le faire précisément maintenant ? Pourquoi ne pas avoir maintenu en vie «artificiellement» Lip en vie encore quelques mois ?

Après tout, on n'est pas à quelques millions près ! C'est bien la question de l'enjeu politique qui est posée. Lip 73 : pour la première fois, des travailleurs refusent de faire les frais de la crise. Après une longue lutte acharnée, ils triomphent.

Victoire totale : tous les Lip sont réembauchés !

Ce succès restera en travers de la gorge des capitalistes. A partir de cette époque, de nombreux travailleurs menacés, reprendront le flambeau des Lip : les tanneurs d'Annonay, Caron Ozanne, et bien d'autres...

Comme eux, ils proclameront : «Pas un seul licenciement».

Ce symbole, qui montrait l'exemple aux travailleurs de France, c'était insupportable pour les capitalistes. Quelle victoire pour eux si aujourd'hui, ils arrivaient à réduire à néant cette encombrante référence. Ce serait la revanche sur 73.

C'est bien pourquoi une très large campagne est développée par la bourgeoisie avec ses énormes moyens de propagande, pour montrer que «les Lip ont eu beaucoup de courage». Ils ont lutté pour sauver leur entreprise. Mais, que voulez-vous, la vie est ainsi, on ne peut pas s'opposer aux lois qui régissent notre société, person-

ne n'y peut rien. Il faut accepter les licenciements». Et à l'adresse de tous ceux qui luttent, les énormes titres à la une de tous les journaux bourgeois :

«La lente agonie de Lip», «Lip c'est vraiment fini» «cette fois c'est bien la fin». Autrement dit, «ne vous obstinez pas, vous voyez bien que l'on ne peut changer le cours des choses. Vous non plus vous n'y arriverez pas».

LA SOLIDARITE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS

Du côté de la classe ouvrière, on a bien senti l'importance du combat engagé, les télégrammes de soutien qui continuent d'arriver chaque jour de toute la France le montrent à l'évidence. Ce n'est pas un hasard si les travailleurs en lutte pour leur emploi sont les premiers à manifester leur solidarité.

Dès les premiers jours, un message arrivait de Fougères, il était signé : «les réos en lutte». A Palente, au début, on était un peu inquiet :

«Comment vont réagir les gars dans les boîtes ?». Les deux années de la période Neuschwander pesaient. Mais très vite, les doutes disparaissaient. Dès les premiers contacts, les premières distributions de tracts, l'accueil est chaleureux : «Allez-y les gars ! Ne vous laissez pas faire ! Les travailleurs de France comptent sur vous».

La victoire des Lip en 74, avait été la preuve irréfutable qu'il est possible de vaincre contre les licenciements, qu'il est possible de faire reculer la bourgeoisie. A partir de là, pas une ville, pas une usine où les travailleurs engageant la lutte, ne fasse référence à Lip. Tout dernièrement, encore à Fougères, les Réos nous disaient : «Nous avons beaucoup à apprendre des Lip». «Pour nous, il s'agit de tirer les leçons de leur lutte pour éclairer la nôtre, dans les conditions qui sont les nôtres, ici en Bretagne».

C'est cela que la bourgeoisie ne peut tolérer, c'est cela qu'elle veut détruire. A l'opposé, c'est cette expérience que la classe ouvrière veut conserver, développer, mettre en œuvre.

La lutte sera acharnée. Les travailleurs de France et tout particulièrement ceux qui sont en lutte, font masse autour de leurs camarades de Lip. Cette situation, les Lip la ressentent bien, comme celui qui dit «On le voit bien, partout où on va, tout le monde nous est favorable. Ce n'est pas pareil qu'en 73. Je me souviens qu'au début, c'était passager. Il a fallu bien souvent aller à contre courant. Aujourd'hui, on représente quelque chose pour les gars, il faut qu'on gagne !». Oui ! Il faut que les Lip gagnent à nouveau. Ils s'y emploieront soutenus par toute la classe ouvrière. Comme en 73, à Palente, le mot d'ordre c'est «Pas un seul licenciement».

TÉLÉGRAMMES DE SOUTIEN À LIP

Les télégrammes de soutien continuent d'affluer à Palente. Avant même que l'action soit engagée, la classe ouvrière assurait les Lips de sa solidarité. «C'est beaucoup mieux qu'en 73, on a encore un grand soutien, les travailleurs nous regardent, il ne faut pas les décevoir», disent les Lip.

Parmi les derniers messages arrivés : les employés de la caisse des dépôts de Bordeaux, l'Union Sabatier de Toulouse, le personnel CNRS de Toulouse, le personnel des PTT du Havre, la CFDT de Beauvais, paysans du Larzac, l'UL-CFDT de Romilly-sur-Seine, les filles de Cerisay (PIL), le personnel de l'hôpital Henri Mondor de Créteil.

Partout dans les usines, les quartiers, les sections syndicales, continuez de manifester votre soutien par télégrammes, motions, pétitions...

Une visite à Lip

Hier, quatre heures moins le quart devant l'usine : les Lip commencent à sortir. Une délégation est allée manifester en ville avec les étudiants. Toute la journée, on a activement préparé l'exposition qui aura lieu demain, place Pasteur, en plein centre de Besançon. Vers quatre heures, les bus sont partis, il ne reste plus que quelques gars qui discutent sur le parking. Soudain, un groupe de personnes élégamment vêtues, arrive à pied par la petite route, le long de l'usine. On se regarde, on s'interroge : «Qui c'est ? Ce sont peut-être les actionnaires...» «Non, mais c'est curieux, il y a des cadres de chez nous avec eux !» «Tiens ils se mettent à discuter avec des gars de la CFDT, on va s'approcher pour voir».

Les présentations se font : «Porrelli, député P(C)F des Bouches-du-Rhône», «Drouet, conseil général P(C)F de Franche Comté». Stupéfaction générale ! Porrelli prend la parole : «Nous sommes venus rencontrer les travailleurs de Lip et leurs organisations syndicales». Double surprise ! «Mais la sortie c'est quatre heures moins le quart !» En fait ces messieurs sont venus un quart d'heure avant la sortie sur le parking rencontrer la presse et les cadres, puis ils sont allés avec ces derniers, boire un verre «au Bowling», le bar le plus chic du coin. Puis, une fois les Lip partis, ils sont revenus rencontrer la CFDT et la CGT. Ils ne s'en sont pas sortis très facilement, car les quelques militants leur ont demandé quelques explications sur leur conception de l'unité et de la démocratie au cours d'une discussion animée».

Mais messieurs Porrelli et Drouet, pourquoi donc n'êtes-vous pas venu voir les Lip à la sortie ? Auriez-vous quelque chose à vous reprocher ? Craignez-vous que les Lip ne vous demandent des comptes ?

ESPAGNE MARCONI : APPEL A LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les 3 500 travailleurs de Marconi demandent 8 000 pesetas d'augmentation non hiérarchisée et luttent contre le blocage des salaires décidé par le gouvernement Juan Carlos. Ils ont élaboré cette revendication après avoir épluché les comptes de la société et considèrent que Marconi peut payer. Ils luttent dans des conditions très difficiles, car leur usine est militarisée depuis 1946 et le renouvellement de leur convention collective est fixé bien après celle des autres usines de la branche. Ils sont lock-outés depuis lundi. La Commission Ouvrière clandestine qui mène la lutte a besoin de la solidarité des ouvriers de France.

Les travailleurs de Marconi demandent que s'établisse une liaison avec les autres entreprises ITT en Europe, avec les syndicats et la classe ouvrière pour que se manifeste la solidarité par des lettres et par l'envoi de télégrammes à l'adresse suivante :

Marconi Espanola ITT - Carretera Andalucia
10300 - MADRID

Les travailleurs demandent aussi un soutien financier avec les usines ITT en France, en particulier avec LMT (Le Matériel Téléphonique) et la CGCT ainsi qu'un appui sous la forme de débrayages, réunions d'information, etc...

Madrid, le 14 avril



Hôpital de Besançon Grève contre les licenciements !

Aujourd'hui, à l'hôpital, nous avons affaire à six licenciements. Vendredi dernier, à la suite de la décision des commissions paritaires de maintenir ces six licenciements, nous avons fait grève.

Ce n'est pas un hasard si les licenciements se multiplient actuellement : d'un côté l'hôpital embauche du personnel, de l'autre il licencie, alors que le manque de personnel est toujours aussi flagrant. La répression est quotidienne : les chefs de service sont chaque jour plus exigeants, ils sont même allés jusqu'à réquisitionner les grévistes le 9 avril.

Le Préfet, interpellé, a répondu cyniquement : «Six licenciements à côté de ce qui se passe chez Lip, qu'est-ce que c'est ?» !

Cette grève est une première étape dans la mobilisation contre la répression : empêcher ces six licenciements, c'est empêcher tous les autres qui se préparent !

Corr. Hôpital Besançon

Clinique du Grand Large (Lyon)

Depuis une semaine, une partie des employés de la clinique du «Grand Large» à Décines, dans la banlieue lyonnaise, est en lutte. Il s'agit des aides-soignantes, des infirmières, des femmes de ménage ainsi que de quelques employés de l'entretien, des lingères, etc...

Avec la section CFDT, elles demandent :

- une prime de 100 F pour tout le personnel non soignant et non diplômé (c'est-à-dire l'attribution à toutes de la récente prime Veil réservée jusqu'ici aux catégories soignantes et diplômées). Elles demandent également des congés exceptionnels pour les enfants malades ;
- un complément maladie (pour le moment elles ne touchent que 50 % du salaire pendant 45 jours). Elles demandent également l'indemnisation des dimanches et jours fériés et du travail de nuit, la semaine de 40 heures, deux jours de repos et la création de postes supplémentaires de brancardiers.

La direction craignant pour ses bénéficiaires a fait savoir, que la clinique fonctionnerait normalement, alors que seul un service minimum est assuré par les cheffaines et par du personnel de remplacement.

LUTTES

GRÈVE À LA SHELL-CHIMIE (suite de la une)

Et vendredi après-midi, plusieurs centaines de travailleurs iront soutenir leurs délégués CGT et CFDT convoqués au tribunal des référés à Aix pour «entrave à la liberté du travail». La direction ne manque pas de souffler, elle qui voulait arrêter avec les cadres la seule chaudière en état de marche, ce qui aurait provoqué un chômage technique de 30

jours minimum. Les travailleurs ont imposé le maintien de l'allumage de la chaudière : «La direction veut dénigrer la lutte des syndicats CGT-CFDT parce que à Shell Chimie nous sommes à la pointe des revendications, alors, ils veulent trapper fort». Après le tribunal, les syndicats tireront un bilan de la grève et la poursuite de l'action sera discutée en AG.

Shell-Chimie produit du caoutchouc, des plaquettes Vapona, des pesticides, des dissolvants. Investissements en 75 - 170 millions nouveaux. Chiffres d'affaires 75 - 1 250 millions.

● **Les employés des autoroutes de la vallée du Rhône et de la «Languedocienne» (Orange-Narbonne) arrêteront le travail aujourd'hui à 13 H jusqu'à demain samedi 21 H. Leurs revendications ? L'augmentation des salaires, la retraite à 60 ans. Ce mouvement est prévu de s'étendre à d'autres régions, notamment dans la région de l'Est et du Nord.**

NADELLA (ROUEN) + 10 %...

C'est un succès pour ces travailleurs d'une fabrique de roulements de la région rouennaise après trois semaines de grève : 10 % d'augmentation, une heure mensuelle d'information syndicale et l'assurance que le 13^e mois et la 5^e semaine de congés payés seront rapidement examinés.

PORTE-LES-VALENCE : MOBILISATION CONTRE LES SUR-ENCHÈRES SUR LES TERRES

A 14h avait lieu chez le notaire Combe Laboisière une vente aux enchères publiques de deux parcelles de terre situées à 2km du centre de Valence, à Porte les Valence.

Les faits : ces terres appartenaient à un cultivateur décédé depuis peu, ses deux cousines héritières avaient conféré au notaire le soin de les vendre et bien sûr le plus cher possible. Ces deux terres intéressaient trois agriculteurs et le notaire faisait une sorte de sur-enchère verbale ce qui avait pour résultat d'opposer entre eux les trois paysans. Le résultat était simple, chaque paysan qui rendait visite au notaire proposait un prix plus cher que le précédent, le notaire jouait le jeu et l'hectare a monté petit à petit : j'ai une offre à 2,5 millions, si vous en payez plus la terre

est à vous.» Voilà quelle est la situation quelques jours avant la vente. C'est alors que les trois agriculteurs sous l'impulsion de leur syndicat décident de se réunir pour ne pas se battre à coup de sur-enchère. Ils décident que c'est la SAFER qui fera la seule sur-enchère et qu'en suite la SAFER redistribuera équitablement ces terres, que pour cela ils doivent être massivement présents pour dissuader toute autre sur-enchère. Nous nous trouvons donc 50 paysans chez le notaire, parmi lesquels de nombreux paysans travailleurs. La première parcelle de 4,86 ha est mise à prix 1 200 000 F, la deuxième parcelle de 1,72 ha est mise à prix 43 000 F plus les frais d'enregistrement (25 %), ce qui met l'hectare à plus de trois millions. La SAFER

met une enchère de 500 F sur les deux terres, nous surveillons bien les inconnus «dans la salle». Les trois bougies s'éteignent, la vente est accomplie. C'est alors que le notaire est pris à parti. Un camarade paysan demande sur quels critères sont faits les prix. Le notaire répond que c'est l'État qui décide et que lui est le représentant de la justice de cet État, en somme, lui répondent les agriculteurs, vous êtes là pour nous ruiner car la terre est notre outil de travail et 3 millions l'hectare c'est déjà plus du double de son prix normal.

Cette mobilisation a évité que l'hectare ne monte à 6 millions dans les mains de reclus immobiliers qui revendent 2 ou 3 fois plus cher

Correspondant de la Drome

Telic (Strasbourg) LA LUTTE CONTINUE

La grève continue. Nos revendications sont nombreuses : 2 000 F minimum, 300 F pour tous, suppression du travail au rendement avec intégration des primes dans le salaire de base, 40 H payées 43 à la suite des réductions d'horaires en novembre 74, etc...

Pour l'efficacité de la lutte, pour que tous les travailleurs participent aux décisions, un comité de grève a été mis en place, ainsi que différentes commissions : hygiène, popularisation, collectes. Nous avons participé à la journée nationale d'action de la métallurgie de la porte de Telic jusqu'à la chambre patronale, que nous avons envahie.

Le directeur de l'entreprise a été contraint de discuter et a dû recevoir une délégation de grévistes. Le lendemain, le patron a accepté d'ouvrir des négociations. Rien n'en est sorti : à part la promesse de supprimer les trois jours de carence en cas de maladie et d'indemnisation des trois heures chômées (sans dire à quel taux), le patron n'a rien voulu céder sur le reste. La lutte se poursuit donc.

ETUDIANTS

COMMUNIQUÉ DES ÉTUDIANTS EN LETTRE D'ORLÉANS, AVANT LA COORDINATION DE TOULOUSE

Afin de garantir le déroulement démocratique de la coordination nationale de Toulouse, le samedi 17 avril, les étudiants de Lettres d'Orléans, en grève totale depuis le 25 février, demandent :

- Que soit posée comme base du débat la lecture des motions contenant les propositions indiquées et adoptées par les A.G. des facs en grève.

- Que chaque proposition des différentes A.G. soit répertoriée et qu'un vote tranche sur les points contradictoires ou litigieux.

Ceci afin d'éviter que tel ou tel délégué de telle ou telle organisation politique ou syndicale ne bafoue la volonté ou le mandat de l'A.G. qui l'a mandaté - chaque délégué ne doit être que le strict porte-parole et défenseur de l'A.G. qui l'a mandaté.

Toutes les propositions seront répertoriées afin que soit élaborée une plate-forme par des votes tranchant sur chaque catégorie de propositions émanant des A.G. Ceci afin d'éviter que les délégués n'aient à trancher qu'entre quelques motions préétablies.

Si ces conditions n'étaient pas réunies, les étudiants de Lettres d'Orléans et tous ceux qui partagent ces exigences, se réservent le droit de donner un maximum de publicité à leurs protestations.

En refusant de satisfaire à ces exigences, les participants à la coordination se poseraient en détracteurs de l'unité du mouvement étudiant. Les étudiants de Lettres d'Orléans exigent que cette motion fasse l'objet d'un débat, comme premier point à l'ordre du jour de la coordination nationale de Toulouse, dans la mesure où elle engage le fonctionnement démocratique de la coordination nationale.

Ce texte tient lieu de communiqué à toutes les A.G. de facs en grève, afin qu'elles se déterminent démocratiquement au sujet de cette motion et que leurs délégués soient mandatés sur cette question.

Par ailleurs, nous proposons que pour la coordination qui suivra celle de Toulouse ne soit admis à l'intérieur de la salle du débat que les délégués mandatés par les facs en grève ; ceci afin d'éviter la présence de tout groupe de pression se prévalant d'un quelconque comité de lutte d'une Université non en grève.

Il est évident que tout observateur devra avoir la possibilité de suivre le débat à l'extérieur de la salle par une sonorisation ou un système vidéo.

Nous demanderons à la coordination de Toulouse de se prononcer là-dessus.

Saunier Sèité et les présidents d'université

Lors de leur conférence, les présidents d'université ont voté à trente-cinq voix contre vingt-cinq une résolution demandant l'annulation de tous les arrêtés concernant la réforme de 2^e cycle. Peu désireux de se prononcer sur la réforme elle-même, ils ont seulement demandé qu'elle soit à nouveau négociée. Car la seule véritable raison de cette opposition est l'attachement de certains mandarins à l'image de «l'université libérale», et la menace concrète qu'implique la réforme sur certaines petites universités. Un vote qui doit faire réfléchir les étudiants sur l'objet de leur lutte.

DES DIZAINES DE MILLIERS DANS LA RUE

Suite de la page une

et la manifestation se poursuivait selon un parcours classique, de plus en plus cernée par les CRS au fur et à mesure de l'approche du ministère.

Partie de 17 H de la Bastille, les premiers rangs étaient vers 19 H à Sèvres-Babylone, face à des rangées de CRS. Vers 20 H, alors que la dislocation n'était pas achevée, ceux-ci chargeaient violemment, faisant des dizaines de blessés. Les affrontements se sont encore poursuivis tard dans la soirée.

MANIFESTATIONS DANS TOUTE LA FRANCE

● **Lyon**
Plus de dix mille manifestants, dans les rues de Lyon. Vives réactions au niveau du Consulat d'Espagne, sur lequel des pierres ont été lancées.

● **Nantes**
Des incidents ont opposé police et étudiants devant la Chambre de Commerce.

Une heure de télévision pour les partisans de l'université libérale. Saunier Sèité a décidé d'accorder une heure de télévision pour les organisations étudiantes représentées au Conseil supérieur de l'université, dans le cadre des élections aux conseils de gestion.



● **Toulouse : 23 étudiants en garde à vue.**
A la suite des violents affrontements de mardi dernier, 23 des 26 étudiants interpellés viennent de voir leur garde à vue prolongée de 24 H.

● **AIX EN PROVENCE : 2 ÉTUDIANTS INCULPÉS**

A la suite d'une bagarre où Marandat, fasciste notoire et responsable national du GUD, l'un de ces «mouvements» exécuteurs des basses œuvres de Giscard, a été blessé d'un coup de couteau, 2 étudiants ont été inculpés à Aix en Provence. A Paris-Assas, sous la protection d'un service d'ordre armé le GUD a tenu un meeting mardi soir, sous l'œil complaisant de la police.

Qui sont les provocateurs ?

C'est une constante des manifestations étudiantes, depuis un certain temps : quelques centaines, voir quelques milliers d'individus parquent devant le cortège, puis cassent quelques vitrines, avant de donner prétexte aux CRS à charger. Parmi eux, il y a des étudiants, excédés de la routine du mouvement, de la logique manif-AG-manif, des parcours inévitablement défensifs. La journée d'hier a montré qu'il y avait aussi des individus prêts à charger la manifestation à coups de barre de fer, qu'il y avait des provocateurs, peut-être même des fascistes.

Les gros titres des journaux «sur les casseurs», les photos de vitrines d'antiquaires cassées, montrent quel rôle jouent ces «incidents» : non pas principalement, «discréditer» le mouvement étudiant. Ces mêmes journaux sont capables d'expliquer qu'il s'agit de «marginiaux»... Non le rôle qu'ils jouent est principalement d'imposer l'idée que tout mouvement important entraîne nécessairement des incidents violents, et gratuits, cachant ainsi la véritable provocation, celle de cette bourgeoisie qui couvre ses rues de policiers armés, qui les envoie contre les ouvriers en grève, contre les paysans en lutte, et n'hésitant pas à assassiner par deux fois.

Cambodge

NOMINATION DE SAMDECH PENN NOUTH

L'ancien premier ministre du Gouvernement Royal d'Union Nationale du Cambodge, Samdech Penn Nouth, a été nommé conseiller suprême du présidium de l'Etat. Le communiqué du présidium est le suivant : «Compte tenu du fait que Samdech Penn Nouth est une éminente personnalité patriote, qui a apporté des contributions positives durant la lutte de libération nationale et la guerre contre l'agression archi-criminelle menée par les impérialistes américains et leurs laquais... et qu'il est un homme politique expérimenté et compétent, le présidium de l'Etat a décidé à l'unanimité de nommer Samdech Penn Nouth conseiller suprême du présidium de l'Etat, sa position équivalent à celle de premier ministre du gouvernement du Kampuchea démocratique».

ESPAGNE EN LUTTE

En Espagne, malgré l'approche du week-end de Pâques, de nombreuses luttes se développent ces jours-ci : les Astilleros de Gijon, El Ferrol et Cadix sont en grève. Dans la province d'Alicante, c'est le secteur textile qui est en grève. Mais les luttes les plus importantes se déroulent en Vizcaya où commencent les négociations de la Convention Collective de la Métallurgie. La grève, totale ou partielle affecte en tout une centaine d'entreprises, de la branche.

A Madrid, tandis que les actions se poursuivent à la Telefonica, les ouvriers de Marconi ITT sont lock-outés depuis lundi, tandis que les bureaux et les techniciens ont eu droit à des congés supplémentaires.

NOUVEAUX PROCÈS EN URSS

Actuellement, trois procès se déroulent en URSS.

Le premier, à Moscou, est celui du physicien Andrei Tverdokhlebov, ancien secrétaire de la section soviétique d'«Amnesty International», Kovalev avait été condamné à 7 ans de prison.

Enfin, à Omsk, s'ouvrait le procès de Mustafa Djemiliov, accusé d'avoir dénoncé la «violation des droits de la minorité nationale tatare». Le physicien Sakharov aurait été arrêté à sa descente d'avion à Omsk, alors qu'il voulait se rendre au tribunal. Officiellement, selon l'agence Tass, il aurait «frappé des miliciens qui lui signifiaient qu'il n'y avait plus de siège libre dans la salle du tribunal». Il est vrai que tous les flics de Brejnev avaient occupé la salle, pourtant «ouverte au public» !

accusé de n'avoir pas témoigné à charge au procès, en décembre dernier, de Sergueï Kovalev, membre de la section soviétique d'«Amnesty International». Kovalev avait été condamné à 7 ans de prison.

Enfin, à Omsk, s'ouvrait le procès de Mustafa Djemiliov, accusé d'avoir dénoncé la «violation des droits de la minorité nationale tatare». Le physicien Sakharov aurait été arrêté à sa descente d'avion à Omsk, alors qu'il voulait se rendre au tribunal. Officiellement, selon l'agence Tass, il aurait «frappé des miliciens qui lui signifiaient qu'il n'y avait plus de siège libre dans la salle du tribunal». Il est vrai que tous les flics de Brejnev avaient occupé la salle, pourtant «ouverte au public» !

LE RAPPORT SONNENFELDT : LES INCERTITUDES DES USA EN DECLIN

Près d'un mois après que des extraits en soient parus dans la presse américaine, le condensé de deux discours de Kissinger et de son adjoint Sonnenfeldt devant les ambassadeurs américains en Europe est paru dans la presse. Ces deux documents révèlent ouvertement de nombreux aspects de la politique extérieure des USA.

Concernant la situation mondiale, Sonnenfeldt est obligé de reconnaître les difficultés de l'impérialisme américain : «Il y a trop de puissances en jeu dans le monde pour que nous puissions les ignorer : il n'y a pas que les Soviétiques. Il y a les autres puissances industrielles, les pays producteurs de matières premières, et même la puissance politique combinée des petits Etats. Nous n'avons plus assez de pouvoirs aujourd'hui pour dominer tous ces problèmes».

Kissinger, de son côté, fait entrer en jeu la crise interne aux Etats-Unis eux-mêmes ; il craint «le genre de débat intérieur qui nous a paralysés durant la guerre du Vietnam» : effectivement, c'est bien les échecs subis par l'impérialisme américain qui l'ont placé dans une situation où «compter sur l'appui de nos compatriotes», comme le souhaiterait le secrétaire d'Etat, est devenu bien difficile.

que la puissance soviétique se révèle dans de mauvaises conditions», affirme l'adjoint du secrétaire d'Etat, qui fonde son raisonnement sur le fait que l'URSS «présente des faiblesses et des exi-



gences auxquelles seul le monde extérieur peut répondre». Et de se fixer le but «d'influencer la façon avec laquelle cette puissance se développe et est utilisée», de «briser la nature autarcique de l'Union Soviétique», en développant les relations commerciales, «d'amener l'URSS à nouer un réseau de liens avec l'Occident».

Résigné, par la force des choses, à reconnaître les effets de son propre déclin, constatant la montée de son rival soviétique, l'impérialisme américain, ou tout au moins ceux qui déterminent sa politique extérieure se cachent la réalité des contradictions inter-impérialistes, de l'agressivité plus grande dont fait preuve le premier venu sur la scène, le social-impérialisme, et tentent de l'amadouer. Lourde erreur qui, loin de garantir la paix mondiale, contribue au contraire à encourager les visées agressives de l'URSS.

«DONNANT-DONNANT» EN EUROPE

Il se dessine dans les discours des deux responsables américains, une tentative pour mener une politique de «donnant», pour préserver le statu-quo.

On comprenait mal, autrement, les propositions de Sonnenfeldt «d'institutionnaliser les relations entre l'Europe Orientale et l'Union Soviétique» : «Nous nous opposons aux gouvernements communistes en Europe occi-

probablement pas été un élément décisif au Portugal».

Sa vision du développement de la lutte des classes dans notre région reste cependant à courte vue. Son problème, c'est «la montée de l'influence des partis communistes (entendez révisionnistes) occidentaux», et le fait que dans ce contexte «nous ne pouvons raisonnablement espérer que l'URSS ne fera rien». Ainsi, pourrait apparaître une situation dans laquelle «les Etats-Unis seraient une île», isolés dans un monde où l'URSS et l'Europe seraient entre les mains des révisionnistes : c'est évidemment faire bon marché des aspirations révolutionnaires des peuples européens, du fait qu'ils peuvent mener la lutte, non pas pour tirer les marrons du feu au profit des partis révisionnistes, mais prendre eux-mêmes le pouvoir, et défendre leur indépendance contre l'une et l'autre des deux super-puissances.

SOUTIEN AUX SOCIAUX-DÉMOCRATES

Quant aux moyens imaginés, ils sont ceux que tout le monde connaissait quant à la tactique américaine au Portugal, mais qui sont pour la première fois révélés au grand jour : «En ce qui concerne les partis socialistes, nous continuerons à les appuyer. Nous faisons ainsi au Portugal. Nous devons absolument le faire aussi en Italie... Nous avons de bonnes relations avec le SPD en Allemagne». Après cela, Kissinger ose encore prétendre que «ce n'est point notre tâche de manipuler les politiques intérieures» !

Illusions concernant la possibilité d'infléchir la politique soviétique, sous-estimation des capacités révolutionnaires des peuples d'Europe, qui renforcent leur vigilance devant les deux super-puissances, la politique extérieure américaine se prépare bien des déboires pour les années à venir.

L'EUROPE DE L'OUEST EN CRISE

Mais un autre facteur vient perturber ses nuits : «l'évolution intérieure» de ces pays. Tout en remarquant que «Les Soviétiques ne sont pas l'élément déterminant qui provoque les situations instables auxquelles nous faisons face actuellement en Europe Occidentale», que «l'URSS n'a

en bref... en bref...

● **PORTUGAL** : On précisait hier à Lisbonne, à propos des incidents de mardi à Beja, qu'une partie des soldats envoyés sur les lieux s'étaient solidarisés avec la population, et que c'était seulement après que l'officier qui les commandait les a eu fait rentrer dans la caserne que la police a fait usage des armes. Un deuxième manifestant a succombé aux blessures reçues à cette occasion, et le «Centre Démocrate Social», connu pour ses liens avec les fascistes, organisait hier soir, en guise de provocation, un nouveau meeting dans la ville.

● **SAHARA** Dans sa tentative pour s'assurer la coopération à long terme du régime mauritanien dans son agression contre le Sahara, le roi du Maroc, après avoir délimité le territoire qui ne lui appartient pas, et sur lequel il doit toujours faire face à la lutte de libération du peuple sahraoui, a concédé verbalement à Moktar Ould Daddah «l'exploitation en commun» des richesses du sous-sol. On peut se demander ce que cela veut dire, quand par exemple les phosphates sont entièrement partagés entre Marocains et Espagnols.

● **MOZAMBIQUE** Mercredi 14 mars, dans la soirée, la République Populaire du Mozambique a libéré un groupe de cheminots rhodésiens qui se trouvaient en territoire mozambicain lors de la fermeture des frontières entre les deux pays. Parmi les cheminots rhodésiens, se trouvaient deux sud-africains, officiellement en qualité de «conseillers techniques».

● **INDE** Pour la première fois depuis le conflit qui les avait opposés en 1963, l'Inde et la Chine viennent d'échanger des ambassadeurs.

● **IRLANDE** Le directeur de la prison de Maze, banlieue de Belfast, a déclaré que les membres de l'IRA détenus dans ses geôles, n'auraient désormais plus droit qu'à une visite par mois, au lieu de la visite hebdomadaire jusqu' alors autorisée ; qu'ils ne pourront en outre plus recevoir de colis. Les femmes des détenus qui protestaient devant la prison ont été violemment dispersées par la police.

● **USA** Le 1^{er} mars 1977, les USA étendent leur zone de pêche à 200 milles nautiques. Cette décision est officiellement présentée comme devant permettre la progression de l'actuelle Conférence Internationale sur le Droit des Mers. En entérinant la revendication des pays du Tiers Monde d'étendre leur zone de pêche à 200 milles, les USA cherchent probablement à obtenir des concessions sur la liberté de passage dans les détroits pour leur marine de guerre.

● **SALT** Les négociations de Genève entre les USA et l'URSS sur la Limitation des Armements Stratégiques (négociations SALT) ont été suspendues jusqu'au 22 avril, sans raison officielle.

INTERNATIONAL

POTS DE VIN A L'ANGLAISE

Hier, jeudi, David Randel, officier du Service du Chiffre et des Transmissions, comparait devant le tribunal de Bow Street. Il avait été arrêté la veille, sur requête de Scotland Yard. Toutefois, il était remis en liberté provisoire, ayant pu verser les 15.000 livres de caution.

Il est vrai que cette somme ne doit pas lui peser lourd, relativement à celles reçues de certaines compagnies américaines et britanniques de matériel de télécommunication. Randel est, en effet, accusé officiellement :

- d'avoir reçu de l'argent afin d'obtenir, pour les compagnies qui le payaient, un contrat de vente d'équipement militaire de télécommunication, entre le 1^{er} janvier 1971, et le 31 octobre 1972 ;
- d'avoir réclamé et obtenu des pots-de-vin après avoir «déchoué» des contrats pour certaines firmes.

Randel était bien en place pour favoriser la signature de certains contrats. En 1973, il était attaché au service des ventes du Ministère de la Défense britannique. Ce service s'occupe de tout ce qui est vente d'armes ou autre matériel militaire aux pays étrangers. C'est ainsi que furent conclus avec les pays arabes des contrats portant sur des centaines de millions de livres.

L'émirat d'Oman ayant acquis du matériel britannique, Randel, en juin 1973, partait à Oman, organiser, en liaison avec d'autres officiers, l'entraînement des troupes du sultan en lutte contre le Front Populaire de Libération d'Oman. Randel travaille alors en liaison avec des officiers du SAS - services

secrets militaires. Puis il revient en 1974 en Angleterre au centre de transmission de Aldershot.

Profitant de ses fonctions, Randel aurait touché des pots-de-vin pour deux raisons. D'abord, parce qu'il aurait favorisé la signature de contrats entre les firmes qui le payaient et le Ministère de la Défense britannique pour l'achat de matériel électronique destiné aux services de transmission de l'armée britannique. Ces contrats, signés avec la General Electric (américaine), la Ferranti et d'autres firmes britanniques, porteraient sur plus de 100 millions de livres.

Ensuite, parce que Randel aurait aussi favorisé la livraison de matériel de

ces mêmes firmes, lorsque le Ministère de la Défense britannique fournissait l'équipement militaire de certains pays étrangers. Ce fut le cas, par exemple, lorsque la Grande-Bretagne livra au sultanat d'Oman un centre de communications radio-militaires entre les forces du sultanat et l'état-major britannique, qui fournissait les 750 officiers d'encadrement.

Toutefois Randel ne serait pas le seul impliqué. Une douzaine d'autres personnes pourraient être inculpées. Mais il se peut que Scotland Yard reste discrète, car certaines d'entre elles auraient passé avec le Ministère de la Défense britannique des contrats portant sur du matériel sophistiqué secret.

Cette affaire de corruption ne se différencie guère, à première vue, de toutes celles que la Grande Bretagne a connues jusqu'à ce jour, si ce n'est par l'importance des sommes touchées. Pourtant, derrière la boue d'une bourgeoisie vénale en déclin, il y a autre chose. L'affaire Randel est significative des pratiques de l'impérialisme britannique et de ses liens avec l'impérialisme US.

Camille NOEL

Liban : pressions américano-sionistes et attaques des Phalanges

Les pressions étrangères se font de plus en plus pressantes au Liban : les sionistes mettent encore en garde la Syrie de franchir la «ligne rouge», considérant le sud du Liban comme zone de leur défense. La VIème flotte, d'autre part, se rapproche des côtes libanaises et Kissinger met en garde la Syrie d'avancer encore plus en disant que l'intervention syrienne «se rapprochait de la limite de ce que les Etats-Unis et Israël pouvaient tolérer». Il y a aussi les pressions soviétiques. Ceux-ci ont envoyé des navires, sous-marins, un bateau d'écoute et de surveillance près de la côte.

Face à ces pressions, la Syrie semble avoir établi un compromis avec les forces patriotiques libanaises et la Résistance pour arrêter un combat entre arabes, c'est ce que souhaitaient ces forces. Les troupes syriennes intervenues au Liban sont arrêtées à la frontière.

Une importante manifestation a eu lieu à Saïda à l'occasion du massacre de Ain-Remmaneh il y a un an. Les manifestants demandaient le départ immédiat de Dean Brown et de Gorse, l'envoyé français. Cette manifestation traduit la volonté de l'en-



Saïda : manifestation contre l'intervention américaine au Liban.

semble du peuple libanais d'en finir avec les interventions étrangères.

Sur le plan militaire, les Phalanges ont profité de la situation de trêve pour attaquer les positions des forces patriotiques notamment à Beit-Chabab, où des forces du P.P.S. (Parti Populaire Syrien) qui est un parti patriotique libanais, ont été arrêtées. Dhour Choueir, village tenu par le PPS a failli tomber entre les mains des phalanges. Cette attaque vient en même temps que la réunion de Brown avec les dirigeants de la droite. Il a rencontré Charbel Kassis, chef des moines maronites et Chamoun, ministre de l'Intérieur pour étudier la situation actuelle et comme le désire le gouvernement

américain. Il est prêt à apporter son aide à qui le demande, c'est d'ailleurs le sens de la présence de la VI^e flotte près de la côte.

Sur la question de l'élection d'un nouveau président, il y a déjà 17 candidats, dont Eddé, chef du Bloc National, Sarkis, directeur de la Banque du Liban, et Chamoun, chef du parti national libéral et ministre de l'intérieur.

Dean Brown aurait-il l'intention de poursuivre sa mission jusqu'à occuper lui-même le fauteuil présidentiel ? En tout cas, en affirmant que le nouveau président ne serait pas un homme connu dans les milieux politiques, il a montré une étrange prétention à décider pour les Libanais qui devait diriger leur Etat.

Liban UN AN DE CONFLIT

JANVIER-AVRIL : OFFENSIVE PATRIOTIQUE ET PRESSIONS SYRIENNES

Peu après le cessez-le-feu établi après la chute de Damour, le lieutenant Al-Khatib de l'armée libanaise forme avec ses soldats l'Armée du Liban Arabe, dans la Békaa.

La formation de cette armée est très importante, elle va déterminer tous les événements ultérieurs.

L'Armée du Liban Arabe est une riposte à la participation de l'armée aux côtés des Phalanges, et principalement au massacre de la Quarantaine. Pour la première fois dans

l'armée, des revendications patriotiques sont mises au premier plan : l'Armée du Liban Arabe demande que l'armée lutte dorénavant avec les Palestiniens contre l'ennemi commun. Le programme de l'Armée du Liban Arabe rallie de larges masses. Ils sont au début 300 dans la Békaa mais rapidement, ils avancent vers le Sud, en passant par la Békaa Sud. Les officiers réactionnaires fuient les casernes et les soldats rallient le mouvement. Arrivée à Saïda, l'Armée du Liban Arabe compte

déjà plus de 8 000 hommes. Au Sud, ils s'occupent du ravitaillement de la population, du paiement des fonctionnaires et d'autres problèmes importants pour les masses.

COUP D'ETAT MANQUÉ

Face à cette situation dans l'armée, le général Ahdab fait un coup d'Etat le 11 mars. Il demande la démission de Frangié, affirme qu'il ne veut pas le pouvoir ; son coup de force vise essentiellement à regrouper l'armée. Il promet à l'Armée du Liban Arabe qu'il ne prendra aucune mesure contre les soldats s'ils se rallient.

Son coup de force avait une chance de réussir si la situation d'attente n'avait pas duré longtemps. Frangié refuse de démissionner, soutenu par les Phalanges et Chamoun. Mais le Haut-Commandement et plusieurs autres unités soutiennent Ahdab.

LES FORCES PATRIOTIQUES A L'OFFENSIVE

Devant le refus de Frangié de démissionner, les forces patriotiques renforcées par l'Armée du Liban Arabe prennent l'offensive militaire.

Les massacres phalangistes à la Quarantaine et à Dbayeh provoquent l'offensive des forces patriotiques à Damour. Après le cessez-le-feu, établi par la Syrie, l'OLP et l'Etat Libanais, la question de la pression syrienne se pose.



A Beyrouth, l'hôtel de Holiday Inn, occupé précédemment par les Phalanges, passe aux mains des forces patriotiques. L'offensive commence vers la montagne, contre des Phalanges. Des villages entiers sont conquis

par les forces patriotiques. Cependant, le ralliement des officiers réactionnaires aux côtés de la droite, bloquent l'avancée patriotique. Les forces patriotiques décident une trêve militaire de dix jours pour faciliter les démar-

ches politiques pour l'élection d'un nouveau président. La trêve est prolongée jusqu'à la fin du mois d'avril, car les démarches sont longues.

A partir de cette période, la Syrie intervient dans le règlement de la situation au Liban. En une année de lutte, de grands changements ont eu lieu. La solidarité entre les peuples libanais et palestiniens devient évidente. L'armée réactionnaire a éclaté ; désormais, la plupart des soldats sont aux côtés du peuple pour la lutte de libération. C'est un pas en avant vers la participation du peuple libanais à la lutte armée contre le sionisme et une défaite pour tout ce qui y fait obstacle.

L'attitude de la Syrie

L'attitude de la Syrie est dictée par des objectifs contradictoires. D'un côté, elle cherche un règlement sur le Golan. Pour cela, il lui faudrait contrôler la Résistance Palestinienne ; de l'autre, elle ne peut se départir de sa position de force importante dans la lutte contre le sionisme. C'est pour cette raison qu'au début des événements, la Syrie a lutté contre la partition qui servirait les sionistes. Après la chute de Damour, au contraire, la Syrie tente de faire pression sur les forces patriotiques et la Résistance et de maintenir avec les forces pro-américaines un équilibre qui facilite son intervention.

Avec la question de la démission de Frangié, la Syrie tente d'imposer son choix. Et lorsqu'elle accepte sa démission, elle tente de faire une pression militaire par l'intermédiaire de la Saïka et de ses troupes postées à la frontière. Son attitude change lorsque les sionistes et les Américains menacent et elle semble actuellement rechercher un compromis avec les forces patriotiques et de la Résistance face à ces menaces américano-sionistes.

L'armée libanaise

L'Armée libanaise a une base confessionnelle. Les officiers supérieurs sont en majorité de riches maronites et sont aux côtés des Phalanges. La plupart des soldats sont des chiïtes pauvres et sont souvent patriotes. Les combats entre les Phalanges et les forces patriotiques ont divisé l'armée : les officiers ont souvent aidé les Phalanges. C'est pour cette raison que l'Armée du Liban Arabe a été créée, pour soutenir les forces patriotiques. La situation a bien changé depuis mai 73 où des soldats ont participé à la lutte contre le peuple palestinien.

LE PLAN POLICIER DU GOUVERNEMENT

LA SOCIÉTÉ POLICIÈRE AVANÇÉE !

Le plan de développement de la police dont nous publions ici les extraits les plus significatifs est clair. N'étant pas destiné à être publié, il ne cache pas ses objectifs : maintenir l'ordre dans une perspective de mouvements sociaux d'ampleur. En fonction de cela, deux tâches sont assignées aux forces de police : une tâche de prévention et d'intimidation et une tâche de répression.

Le «quadrillage serré» des quartiers

Les services du ministère de l'Intérieur viennent de dresser leurs plans pour les cinq ans qui viennent. Leurs conclusions sont consignées dans un document intitulé «Plan pluriannuel de développement de la police nationale et de la gendarmerie nationale (1976-1980)».

Dans son introduction, ce rapport souligne l'aggravation de «l'insécurité» : augmentation des crimes et délits...

Il est à noter que dans le paragraphe «Une aggravation des risques» se trouvent explicitement consignés les «conflits sociaux», il est clairement dit que le renforcement de la police vise les luttes des travailleurs :

«Les atteintes à l'ordre public et les conflits sociaux se multiplient tout en se faisant plus violents et plus fréquents». Cette préoccupation se retrouve à plusieurs reprises dans le cours du texte. «... Police et Gendarmerie devront s'attacher prioritairement... à préserver en toutes circonstances la sécurité et l'autorité de l'État qui sont la condition des libertés individuelles et collectives et sans lesquelles la sécurité personnelle des citoyens ne serait qu'un vain mot».

En fonction de ces divers objectifs, diverses missions sont assignées à la police et à la gendarmerie qui aggravent toutes les précédentes mesures déjà esquissées par Marcellin et Poniowski.

populaires est destiné à surveiller les catégories de population considérées comme dangereuses par le pouvoir : jeunes, ouvriers, immigrés, à exercer une pression constante pour les dissuader de se révolter, et à acquérir une connaissance permettant une répression plus efficace.

La répression directe, violente, le gouvernement l'a prévue. Les brigades de choc, type anti-gang, seront renforcées, les moyens matériels accrus et la

gendarmerie aura les moyens d'intervenir immédiatement partout comme elle a pu le faire en Corse ou dans le Midi viticole.

De tels plans montrent que toute l'intoxication faite sur le thème de la sécurité est destinée à faire accepter un accroissement de la répression policière tournée contre les luttes populaires.

Ce plan confirme que la «société libérale avancée» du pouvoir giscardien,

sous un rideau de néo-démagogie, est avant tout une société avancée dans le quadrillage policier. Un quadrillage policier aggravé par l'adoption d'une législation élargissant progressivement les prérogatives de la police et restreignant les libertés démocratiques. Contre ces menaces, contre cette volonté d'étouffer et de briser nos luttes, c'est dès aujourd'hui que la riposte s'impose, afin d'empêcher le gouvernement de mettre ses menaces à exécution.

S.L.

«La préoccupation majeure de la police nationale au cours des années à venir sera tout à la fois de rechercher une plus grande efficacité, une «productivité»



accrue. Dans cet esprit, les formes d'action les plus dynamiques seront systématiquement préférées aux missions statiques, aussi lourdes qu'inefficaces : les prochaines années verront se développer diverses méthodes qui n'ont reçu jusqu'à présent, faute de moyens, qu'une application limitée : brigades frontalières mobiles, patrouilles légères de sécurité, brigades de surveillance nocturne, brigades anti hold-up, opérations tranquillité vacan-

ces et sécurité et protection... Simultanément la politique de l'ilotage dont on connaît l'efficacité, mais aussi le coût en personnel, sera menée activement jusqu'à l'établissement d'un quadrillage serré des principales agglomérations». Les mots parlent d'eux-mêmes, quand le ministère de l'Intérieur parle de quadrillage serré, on sait à quoi il fait référence, ce qui s'est passé en Corse et dans le Midi viticole en est un exemple saisissant. Ce «quadrillage serré» demande des forces supplémentaires ; pour les dégager «certaines missions seront progressivement réduites (régulation du trafic routier, transfèrements judiciaires...) et d'autres définitivement abandonnées (port des plis...). C'est en principe au total un effectif de 9 000 policiers qui pourra de la sorte être redéployé d'ici 1980 au profit des missions essentielles pour la sécurité des personnes et des biens». Toutes les missions qui ne sont pas directement répressives seront donc laissées de côté.

La progression des effectifs sera moindre que les années précédentes mais se poursuivra néanmoins au rythme de 1 500 l'an. «Ces emplois seront affectés en priorité dans les zones qui connaîtront le plus fort taux d'expansion démographique, en particulier les villes nouvelles et les quartiers périphériques des grandes villes». C'est-à-dire les quartiers populaires.



Lors d'une manifestation de paysans à Guingamp

En ce qui concerne la Gendarmerie, l'objectif de Poniowski est de l'«adapter à l'évolution des missions et du contexte social dans lequel celles-ci sont exécutées». Les effectifs seront augmentés ; + 6 600.

Les missions sont ainsi définies :
- «Accroissement de la «surveillance générale» exercée par les unités territoriales de Métropole et d'Outre-Mer...»
- «le développement des possibilités d'intervention des unités territoriales»
- «Elle nécessite par consé-

quent l'accroissement des effectifs des unités les plus chargées et le renforcement des moyens de transport et de télécommunications mis à leur disposition ainsi que la mise en œuvre d'éléments de réserve et d'intervention immédiate permettant d'obtenir une plus grande souplesse et une plus grande mobilité dans l'action ainsi qu'une meilleure adéquation des moyens aux besoins d'intervention face aux situations de violence caractérisées».
- «une capacité d'intervention au maintien de l'ordre suffisante passant inélucta-

blement par un renforcement des effectifs des escadrons de Gendarmerie Mobile actuellement trop peu nombreux (85)...»
«Par ailleurs, sans remettre en cause le principe du libre choix par les Magistrats des services chargés de diligenter les enquêtes, un effort sera entrepris pour renforcer la nécessaire fonction de coordination en matière de centralisation du renseignement et de conduite des enquêtes criminelles».
La police va donc améliorer ses fichiers et ses réseaux de renseignement.

33^e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

Agret ne doit pas mourir

Plus d'un mois de grève de la faim pour l'éclatement de la vérité : Roland Agret, qui ne pèse plus que 55 kilos aujourd'hui se bat contre la pègre d'Etat (SAC et UDR)

0,2% DE MOINS SUR CERTAINS MÉDICAMENTS EN JUIN

Une nouvelle micro baisse de prix de quelques médicaments est prévue pour le mois de juin. Pour le gouvernement 2 objectifs : justifier des milliers de licenciements dans l'industrie pharmaceutique et montrer sa volonté de faire du social.

qui fait tout pour empêcher l'éclatement de la vérité. Roland Agret avait été choisi par le SAC pour endosser la responsabilité du meurtre de son ex-patron Borrel, membre notoire du SAC, qui avait détourné des fonds dudit «service». C'est un truand, Benjelloul, qui n'ayant plus rien à perdre du fond de sa prison où il purge une peine de prison à perpétuité, qui a confirmé l'innocence d'Agret. Depuis le début, Roland Agret a toujours clamé son innocence. Mais il n'arrive pas à obtenir la révision de son procès. Le gouvernement semble trop avoir besoin aujourd'hui des SAC pour que soient mis en cause trop de leurs membres. Autour d'Agret, la solidarité a commencé à s'organiser. Un

comité de soutien est créé. De nombreuses personnalités demandent sa libération, comme le père Cardonnel, Jean-Paul Sartre, etc... L'acharnement d'Agret, a combé à payer : France Soir, Radio Luxembourg, ont parlé de «l'affaire».
Aujourd'hui Agret est très affaibli. Il ne peut se déplacer sans aide. Il a avalé deux manches de fourchettes et est jugé pratiquement inopérable. Sa femme Marie-José Agret suit depuis dix jours une grève de la faim. Malgré cela, la décision de Lecanuet ne se presse pas. «L'enquête pour révision suit son cours» a-t-il déclaré en substance.
Hier, la mère de Roland, Denise Agret s'est rendue chez le Président de la République pour lui deman-

der d'intervenir. Elle n'a été reçue que par un de ses collaborateurs. Laisseront-ils mourir Agret ? Telle est bien la première question. Si révision il y a, dans quelle mesure la vérité sera faite sur les agissements des membres du SAC, leurs liens avec l'appareil d'Etat, avec les ministres en place, avec la police «officielle» ?
Cette deuxième question n'est sûrement pas prête d'obtenir une réponse ! Affaire Diab, procès Pailleron, affaire Agret, etc, inculpation de syndicalistes en Cour de Sureté de l'Etat, la justice de la bourgeoisie est experte dans l'art de se servir du frein ou de l'accélérateur, selon qu'il s'agit de couvrir les assassins à sa solde ou de réprimer ses adversaires !

47 avocats et 2 chirurgiens poursuivis pour fraude fiscale

Depuis quelques années Giscard s'acharne à trouver mille idées pour redorer l'image de marque d'un régime bien discrédité. Le dernier gadget à la mode consiste à «coincer» quelques vedettes, et personnalités en vue.
Après Charles Aznavour, Claude François et Johnny Halliday, c'est au tour de 47 avocats et de 2 chirurgiens de renommée internationale. Un certain nombre de peines assorties de sursis ont été demandées. Les frères Judet, spécialistes de chirurgie osseuse sont accusés d'avoir dissimulé la moitié de leurs revenus, soit 1 800 000 francs de 70 à 73 ! L'ensemble des opérations anti-fraude a permis de récupérer 8 milliards de francs sur au moins 50 milliards de fraude réalisés par an en France ! Le bénéficiaire semble être en réalité essentiellement d'ordre publicitaire pour Giscard, qui essaye ce faisant, de détourner la colère des travailleurs écrasés sous le poids de divers impôts et, obligés, eux, de déclarer leurs revenus jusqu'au moindre centime !

DANS NOTRE COURRIER

COMMUNIQUÉ Appel aux femmes

**CONTRIBUTION À UN LIVRE NOIR
SUR L'AVORTEMENT, LA CONTRACEPTION,
LA MATERNITÉ**

Pour que toutes ensemble nous puissions démontrer comment sont appliquées les lois sur l'avortement et la contraception dans les hôpitaux et les cliniques, le MLAC demande à toutes les femmes, femmes isolées, femmes en lutte, femmes en détresse, femmes humiliées, de lui envoyer des témoignages de ce qu'elles ont vu et vécu à propos d'une demande d'avortement, à propos d'une demande d'information réelle et sérieuse de contraception, ainsi que des conditions dans lesquelles elles ont accouché.

A l'aide de ces témoignages qui doivent être datés et signés (nom, âge, adresse), nous constituerons un dossier noir sur l'ensemble de ces questions.

Nous ne devons pas rester isolées, culpabilisées. Nous devons au contraire, lutter ensemble, au grand jour, pour faire échec à tous ceux qui sabotent nos droits et qui utilisent leurs pouvoirs pour nous museler. Si vous ne désirez pas que votre identité soit donnée, il vous suffira de le dire dans votre témoignage et nous la garderons secrète. Soyez nombreuses à nous écrire : MLAC - 34 rue Vieille du Temple - 75004 Paris dès à présent et le plus vite possible.

«Pour permettre la reprise en charge de la lutte sur le terrain de l'avortement et de la contraception par les groupes-femmes, le MLAC organise un stage de formation aux méthodes contraceptives et à la méthode Kamann ; ce stage aura pour objectifs :

- d'armer les femmes des groupes par la connaissance de leur corps,
- de donner les moyens aux groupes et les connaissances techniques nécessaires pour tenir des permanences-femmes,
- de pouvoir populariser dans les quartiers ou les boîtes les méthodes contraceptives et les informations concrètes pour l'avortement.

Il aura lieu le 25 avril à 10 h à Paris au 27, avenue de Choisy (M^o Porte de Choisy).

JE M'ABONNE

Nom
Adresse
Profession

1 an : 300 F 3 mois : 80 F
6 mois : 150 F 1 mois : 30 F

Envoyez à : Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Pour soutenir le Quotidien du Peuple

Je donne :
100 F 50 F 10 F

Nom
Adresse
Profession
Envoyer au Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19
CP n°231 32 48 F Paris



Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 225 75 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

TEMOIGNAGE

A propos de notre enquête sur la médecine

FUTURS DÉLINQUANTS ?

Je suis élève infirmière à Amiens, et suite à votre enquête sur la médecine, je vous envoie mon témoignage, sur un stage que j'ai fait au Foyer de l'Enfance d'Amiens. Ce que j'y ai vu m'a profondément révoltée.

Les gosses avaient jusqu'à 3 ans. Ils étaient placés là, soit parce qu'ils avaient été retirés à leurs parents (alcoolisme, chômage, misère ou vie immorale) soit parce que les parents, pour des raisons de santé ne pouvaient s'en occuper pendant un certain temps (maladie, opérations, maternité...).

Pour les garder, un personnel jeune, sans formation psychologique et pédagogique en vue de garder des petits enfants cou-

de» hachée, purée - «viande» hachée, carottes - «viande» hachée...) ou alors le matin, une espèce de bouillie, de consistance identique jour après jour.

Bref, un régime totalement déséquilibré pour des enfants de 2 ou 3 ans, qui pourraient commencer à manger des plats d'une certaine consistance, coupés en petits morceaux, qui les mettraient plus en appétit que ces espèces de bouillies farineuses.

Mais cette alimentation, plutôt qu'en modifier la composition, on préfère la corriger par des médicaments (vitamines).



pés de leur famille véritable. Le personnel est sous la direction d'une surveillante, demoiselle aigrie, dominatrice, qui ne permet aucune liberté d'expression, aucune contestation de ses pouvoirs. (...)

Du point de vue équilibre nerveux, il est très difficile de résister seule aux assauts répétés d'autorité de la surveillante. L'ambiance là-bas :

Les enfants se lèvent à 7 h. et demie, leur toilette est faite, en général par corvée et pas avec la douceur nécessaire. Et c'est le travail à la chaîne : séance de pipi à la chaîne, de toilette à la chaîne, d'habillage à la chaîne, de manger à la chaîne...

Ce qu'ils mangent : jusqu'à 3 ans, ils ont «droit» au régime «mouliné» (petits pois - «vian-

de» hachée, purée - «viande» hachée, carottes - «viande» hachée...) ou alors le matin, une espèce de bouillie, de consistance identique jour après jour. Bref, un régime totalement déséquilibré pour des enfants de 2 ou 3 ans, qui pourraient commencer à manger des plats d'une certaine consistance, coupés en petits morceaux, qui les mettraient plus en appétit que ces espèces de bouillies farineuses. Mais cette alimentation, plutôt qu'en modifier la composition, on préfère la corriger par des médicaments (vitamines). Ainsi, entre autres, la vitamine D, qui est la vitamine anti-rachitique. Dans notre région, on doit la donner aux enfants, mais on doit aussi les exposer au soleil, au grand air le plus possible, car le soleil la fabrique. Hélas ici, ces pauvres gosses sont cloîtrés dans un service, dans une pièce à 26° où ils restent toute la journée. Quand on voit les gosses qui aux premiers rayons de soleil, se collent aux vitres, pour voir le soleil (pas pour le sentir, sur leur peau, car ils n'en ont pas l'autorisation) !, pour voir la campagne, les gens, la vie au dehors, on se demande comment réagir, comment faire sentir la vie à ces gosses, avec cette bourgeoisie qui dès leur plus bas âge, les emprisonne, et remplace le soleil par des médicaments.

On veut réagir, lutter, mais là, attention : une nouvelle fois, le veto de la surveillante «si jamais il arrivait quelque chose...» et quand on est en stage pour un mois, 4 jours seulement par semaine, comment réagir efficacement si on n'a pas l'appui, le soutien de l'équipe qui travaille continuellement dans le service !...

Pour ces gosses qui avaient besoin, c'étaient des brimades continuelles, des cris, des moqueries, des soins à la chaîne, sans contacts humains, un déséquilibre affectif total.

Quand on rentre la première fois dans cette pièce, ce qui frappe, ce sont les grands yeux noirs, tristes de ces gosses à qui on apprend à se taire. Des yeux d'enfants qui ne peuvent se défendre, contre de tels assauts, dont on veut faire des gosses uniformisés, des gosses «durs», ne se révoltant plus au mal. Des gosses que plus tard, on exploitera ou, qu'on réprimera à fond parce qu'ils seront devenus des «délinquants».

Certains auront pris l'habitude de se taire, de tout endurer ou plutôt de se murer sur eux-mêmes. D'autres seront des «caractériels», des enfants dont plus tard on dira qu'ils sont des déséquilibrés nerveusement et socialement. A 3 ans certains de ces gosses refusent de manger, font tout ce qu'on leur dit de ne pas faire. Pourquoi ? Parce qu'on leur inculque à force de brimades, à ne compter que sur eux-mêmes, à n'avoir aucune confiance en ceux qui veulent les aider. Chez eux, on développe constamment l'individualisme, l'intransigeance.

Comment cela se fait-il ? Parce qu'au sein de ceux qui les encadrent, existe déjà cet individualisme, qu'il est créé et entretenu par les patrons, par les directeurs et les surveillants.

Ce qu'il faut faire, c'est montrer aux filles qu'une lutte est possible, c'est briser la carapace du «J'en ai marre de me battre toute seule, alors...», et surtout, montrer que l'unité est le seul moyen pour arriver à faire quelque chose qui porte, que face à l'unité des filles, la surveillante ne pourra rien. (...)

S. Amiens

VIE QUOTIDIENNE

L'échec scolaire DANS LA RÉGION DE FOUGÈRES

Les résultats d'une étude statistique sur l'échec scolaire dans la région de Fougères et ses facteurs extra-scolaires viennent d'être récemment publiés. Fougères a une situation particulière puisque le taux d'activité des femmes est de 47%. La plupart d'entre elles sont ouvrières ou employées, par exemple dans l'industrie de la chaussure.

L'enquête montre que le fait que la mère travaille ou non n'influe pas sur le retard scolaire de ses enfants. Par contre, le taux de redoublement augmente avec le nombre d'enfants : de 19% pour 2 enfants, il passe à 63% pour 7 enfants et plus. Ce sont les familles d'ouvriers qui ont de nombreux enfants (4 et plus), et dans ces familles nombreuses, ce sont les aînés qui risquent le plus de redoubler.

En contondant toutes les classes sociales, le taux moyen de redoublement est de 33% à l'école élémentaire. 16% sont déjà stoppés à la fin du cours préparatoire, 42% des CM1 ont un retard scolaire.

En dénombrant ces retards suivant les catégories socio-professionnelles, on trouve, à l'école élémentaire :

- 4% des enfants de cadres supérieurs ont un retard scolaire, mais :
- 37% des enfants d'ouvriers
- 40% des petits commerçants et artisans
- 55% des enfants «cas sociaux».

L'enquête fait apparaître des différences entre Fougères et Paris. 21% des enfants d'ouvriers à Fougères redoublent le C.P., 9% à Paris.

Les retards s'accumulent au fur et à mesure de la scolarité des enfants d'ouvriers, de commerçants et d'employés, alors que les retards des enfants de cadres restent les mêmes du CP au CM2. (...)

Il semble que plus les parents aident leurs enfants, moins ils ont de chance de redoubler. Ce sont les enfants d'employés, de cadres qui reçoivent le plus une aide systématique de leur parents. (...)

Il semble également que le taux de redoublement augmente quand il y a une trop grande consommation de télévision. Or, ceux qui regardent le plus la télévision sont les enfants d'ouvriers. (...)

G.B. Longuinay

TELEVISION

1^{er} MAI TOUS A PARIS

de 17h à 24h

FETE de REBELLES

Cartoucherie de Vincennes

METRO CHATEAU DE VINCENNES

Avec : Gilles SERVAT Roger SIFFERT IMAGO

Plus de 10 forums SUR LES PROBLEMES DE LA JEUNESSE
avec des jeunes venus de toute la France

• Danse. Chorale. Cinéma non stop. Jeux. Concours. Spécialités étrangères. Théâtre, etc.

CINEMA :
Débat avec Tobias Engel, Yann Le Masson, des rédacteurs de Cinéthique, de Cinélutte...

CINEMA NON STOP, avec notamment :
«Le peuple et ses fusils» (Joris Ivens)
«Dettes pour salaire»
«L'ennemi principal»
«Vietnam : cinéma d'un peuple au combat» (2 films)
«La guerre du lait»
«Kashima Paradise» (Le Masson)

INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL DE L'UCJR

Vignettes 8 F à commander à Rebelles
57 rue Ordener, 75018 PARIS ou au Quotidien du Peuple
Nombreux dépôts groupes de province

Mercredi soir sur TF 1

SAINT-ÉTIENNE- EINDHOVEN



Les vedettes, mercredi soir, sur TF 1, c'était les joueurs de Saint-Étienne qui disputaient contre Eindhoven leur qualification en Coupe d'Europe. Et malgré l'enjeu du match, fréquemment rappelé par les commentateurs et certainement présent dans l'esprit des joueurs, ce fut un spectacle agréable, un match rapide, sans trop de brutalités, où les deux équipes firent à peu près jeu égal. On crut même, au début de la deuxième mi-temps à la victoire de Saint-Étienne, lorsque Plaza manqua un but. Alors l'arbitre signalait le hors-jeu de Revelli. Le véritable héros, ce fut Curkovicz, le gardien de but de l'ASSE, dont l'habileté fut mise à rude épreuve par la

pression des joueurs d'Eindhoven. Résultat final : 0-0. Rendez-vous donc le 12 mai à Glasgow pour la rencontre Saint-Étienne-Bayern de Munich. Le match fut aussi l'occasion, pour Durafour, maire de Saint-Étienne et accessoirement ministre du Travail, de se faire un peu de publicité : vantant les résultats de son équipe, il affirmait cyniquement : le succès de l'ASSE facilite la conquête de marchés pour les industries stéphanoises et donne une meilleure ambiance dans les usines... Voilà certainement une conception originale du sport. C'est sans doute ce qu'on appelle le «libéralisme musclé».

J.-P. BOULOGNE

VENDREDI 16 AVRIL

TF1

19h20 - Actualités région.
19h45 - Alors raconte
20h00 - Au théâtre ce soir
On croit rêver
22h10 - La plus belle histoire
23h10 - Journal

A2

19h20 - Actualités région.
20h00 - Journal
20h30 - Comme du bon pain feuilleton
21h30 - Apostrophes
22h25 - Journal
23h05 - Ciné-club *Le secret derrière la porte* film armé, de Fritz Lang (1947) V.O.

FR3

19h20 - Actualités région.
19h55 - Flash journal
20h00 - Les jeux de 20h
20h30 - Vendredi *L'affaire «C.I.A.»*
21h30 - *América La découverte*
22h20 - Journal

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHÉTEZ-LE TOUS LES JOURS DANS LE MÊME KIOSQUE

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

Résumé : Tam Chan et Ngan arrivent à Hon Dat, où séjourne une unité du Front.

5^e EPISODE : LE MUSICIEN AVEUGLE

Le hameau Hon Dat se trouve juste au pied de la colline du même nom. Il se prolonge jusqu'à la Plage des bambous, à deux cents mètres de la mer. Un grand verger touffu le rattache au Vam Rang, rivière pas très large que la marée gonfle et vide quotidiennement à l'appel de l'oiseau «bim bip» dont les cris rappellent une série précipitée de coups de corne. Les maisons semblent vouloir déborder l'allée, se pressant entre des jardins de jacquiers aux lourds fruits dorés, de cocotiers et d'aréquieres, ainsi que des vergers de pommiers-canneliers, d'avocats, de mangoustaniers et d'autres arbres fruitiers. Les maisons sont soit construites à même le sol soit juchées sur des pilotis. Au bout de l'allée qui y mène, on trouve suivant le cas un escalier à sa droite ou à sa gauche. Toutefois, les grandes maisons à toits de tuiles en possèdent généralement deux, un à chaque côté, ce qui rend leur accès fort commode. (...)

A peine les deux hommes étaient-ils parvenus au milieu du hameau qu'ils entendirent les accords d'un orchestre. Puis, une voix féminine s'éleva.

— C'est notre cantatrice Nam Nho qui commence son tour de chant ! s'exclama Ngan.

— M'est idée que vos lascars ne se morfondent guère ici ! fit Tam Chan. C'est bien Nam Nho ? Jolie voix, et bien modulée. Ça ne m'étonne pas que les soldats du poste en raffolent... Ah ! Oui ! Est-ce vrai qu'à Ca toung, ils ont déclaré ne pas vouloir tirer pour écouter la demoiselle chanter ?

— Mais oui ! C'était marrant. Il y en avait un qui criait : «O mademoiselle M'amour ! Encore un couplet je vous en conjure ! Nous sommes des mordus, on ne tirera pas».

— C'est toujours ça de gagné. Mais les paroles de la chanson ? C'est là une question assez délicate que je ne connais pas très bien ; seulement,



d'après moi, il faudrait que la chanson s'adresse à la fois au cœur et à la raison, qu'elle dégoûte les soldats fantoches de leur condition de mercenaires, leur donne le cafard en leur faisant penser à leurs femmes et enfants et entretienne chez tous des idées de désertion. Pas d'endoctrinement

aride, mais pas de roucouades non plus... Les chansons de Nam Nho doivent être bien sentimentales pour qu'ils l'appellent Mlle M'amour, non ?

— Pas tant que tu le penses. Tu sais comment sont les mercenaires devant une belle fille. Nam Nho se rebiffe parfois devant leurs grossièretés. «Ces pestiférés, dit-elle, n'était mon devoir révolutionnaire, ils pourraient courir pour que je leur chante des chansons !»

A l'ombre d'un tamarinier séculaire, se dresse la pailote du vieux musicien Tu Don.

Depuis neuf ans, son regard s'était éteint sur la nature et les hommes. Le tamarinier voisin, le sommet de la colline, la plage et les êtres chers, il ne les voyait plus. Tout ce qui avait autrefois frappé sa vue s'était transformé, était devenu autre. C'était là son plus grand tourment : savoir que tout change autour de soi et ne pouvant le constater ! Aussi, s'efforçait-il de le voir en imagination. Voilà pourquoi il se rebiffait ou se réjouissait plus vivement que les autres.

Il n'y avait pas longtemps, là, tout à côté, les bourreaux du poste de Hon Dat avaient ligoté une militante au pied du tamarinier et avaient cloué les mains de la malheureuse à l'arbre. Il entendait les imprécations, les cris et les détonations. Puis un appel : «Compatriotes ! Vengez votre nièce !». De nouveau des détonations. Il se précipita vers les lieux en tâtonnant, mais l'ennemi le repoussa. Il rampa vers l'arbre quand le bruit des pas se fut éloigné. Le corps de la militante n'était plus là, les bourreaux l'avaient emporté. Il se mit alors à pleurer, pleurer, en embrassant le tronc du tamarinier. Les larmes remplirent ses orbites profondes toute cette nuit-là et toute la journée du lendemain. Depuis il croyait chaque nuit voir la militante, entendre ses cris. Il essayait de se représenter le tamarinier blessé par les balles, porteur des traces de clous. Voilà comment pour lui, l'arbre avait changé.

à suivre

IRAN

50 ANS DE CRIMES DES PAHLEVI 50 ANS DE LUTTE DU PEUPLE

- 5 -

FACE A LA RÉPRESSION...

LES LUTTES POPULAIRES

Malgré 50 ans de dictature sanguinaire des Pahlevi, le peuple iranien n'a jamais baissé la tête. Le mouvement populaire a bien sûr connu des hauts et des bas, mais il ne s'est pas passé d'année sans luttes : lutte contre le despotisme, lutte anti-fasciste, lutte anti-impérialiste, pour la nationalisation du pétrole...

Après le coup d'État de 53, les révoltes ne cessent pas, que ce soit dans la paysannerie, les usines, les universités, le bazar. Le régime mettra pratiquement sept ans à mater la révolte en utilisant toutes sortes de techniques de la torture et de la répression, formés par les Israéliens et les agents de la CIA.

LA RENAISSANCE DU MOUVEMENT POPULAIRE

Mais le 5 juin 63, le peuple montrera qu'il n'a pas cédé, qu'il est décidé à lutter jusqu'au bout. A cette date, de puissantes manifestations dénoncent les réformes néo-coloniales US et le régime du Chah. La lutte durera deux jours. Les soldats, les tanks, les bâtiments de la radio, de la télévision furent attaqués avec des pierres, des morceaux de bois... Le Chah ordonna de «tirer pour tuer», expliquant qu'il y avait été contraint pour «sauver la révolution» que ces éléments anti-nationaux voulaient faire échouer : il y eut 10 à 15 000 morts.

Ces journées du 5 juin 63 sont importantes, elles permettront de tirer les leçons pour l'avenir de la lutte.

En 65, ce sont les obsèques de Takhil, haltérophile

connu comme opposant au régime, assassiné par le frère du Chah qui rassemblent des milliers de gens.

Puis, les luttes reprennent dans les usines. En 68, c'est la grève des chauffeurs d'autobus de Téhéran, soutenus par les étudiants de l'université de Téhéran ; des voitures de police sont détruites.

En décembre 69, la conférence des capitalistes américains qui se tenait en Iran, sera dénoncée par des manifestations, de nombreux tracts seront distribués. Le régime emprisonne plusieurs manifestants, les torture. Ce sont, par exemple, le religieux Ayatollah Saidi Khorassani, l'ingénieur Nikdavoudi qui meurent sous la torture. Cette même année voit se développer la grève des 13 000 ouvriers de la raffinerie d'Abadan, celle des ouvriers des usines de tissage de Téhéran, des usines de bobines de fil de Kherkheré Ziba...

Tous ces mouvements sont pratiquement spontanés et montrent la renaissance de la lutte du peuple iranien contre le régime réactionnaire.

LES LUTTES EN 1975

L'année 75 fut marquée par une vague de luttes ;

LES RELIGIEUX PROGRESSISTES DANS LA LUTTE

Tout au long de l'histoire moderne de l'Iran, le clergé musulman de l'Iran a joué un rôle actif dans la lutte contre la dictature.

A l'occasion du mouvement du «15 khordad» (5 juin 63), la lutte du clergé progressiste fut importante. Depuis, les religieux progressistes ont intensifié leur lutte, sous la direction de leur imâm (chef religieux), Ayatollah Khomeini. Celui-ci a été exilé par le régime. De nombreux chefs religieux sont aujourd'hui en prison, plusieurs d'entre eux sont morts sous la torture.

En juin 75, dans la ville de Ghom, les élèves des écoles religieuses, soutenus par les habitants, ont commémoré les événements du 5 juin 63. Les manifestations ont duré du 2 au 7 juin. La répression fut féroce, il y eut plus de 700 arrestations.

QUAND LE CHAH DÉCLENCHE UNE GRÈVE...

Les conditions de répression qui règnent en Iran rendent difficiles les communications entre les travailleurs, surtout lorsqu'il s'agit d'engager une lutte.

Voilà ce que firent les travailleurs d'Abadan, la plus grande exploitation pétrolière, pour mettre tout le monde en grève, il y a quelques années.

Pour se rendre au travail, les ouvriers doivent prendre des cars qui sont enfermés dans un parc automobile. Pour empêcher la sortie des cars et le départ au travail, ils mirent sur la jointure de la porte du parc automobile... un portrait du Chah. Le matin, ils refusèrent de partir au travail en expliquant qu'ils n'osaient pas arracher le portrait de leur roi, qu'ils ne voulaient pas prendre la responsabilité d'un tel geste. (Tout acte portant atteinte au Chah est réprimé, même si c'est à travers ses portraits)

malgré la répression et la censure (il faut souvent plusieurs semaines, parfois plusieurs mois avant de connaître une lutte), on peut citer plus d'une soixantaine de luttes.

SUR LE FRONT OUVRIER

«L'absence sous divers prétextes, le ralentissement du travail, le sabotage des machines et équipements, la paresse... sont des phénomènes quotidiens», extrait du journal Keyhan du 8 octobre 75. Les conditions de vie et de travail des ouvriers iraniens sont très dures. La hausse du coût de la vie (+ 17 % dans les trois premiers mois de 75), les salaires de misère, le chômage, les journées de travail de 10 à 12 H, parfois même 16 H par jour, sont des facteurs objectifs du développement des luttes ouvrières.

En 75, celles-ci touchèrent différentes branches de production (mines, centrales électriques, industrie alimentaire, usines de montages automobiles, transports maritimes, textiles...)

Les formes que revêtent les luttes varient. Du ralentissement du travail à la détérioration des machines, au sabotage de la production, les ouvriers passent à la désignation de leurs délégués, parfois même à leur élection en Assemblée Générale. Ces formes de lutte sont importantes ; il ne faut pas oublier que partout règne la terreur, la SAVAK est présente dans les usines, c'est elle qui nomme les délégués officiels. Les luttes se poursuivent parfois sous forme d'occupations d'usines, de marches de protestation, silencieuses ou non, et souvent arrivent à l'affrontement violent avec les forces de police.

Ainsi, fin mai 75, la lutte dans les usines de montage automobile de Leyland se mènera sous forme de ralentissement du travail ; la production baisse de moitié. En février, les ouvriers du Groupe d'Industries «Nationales» (ce groupe comprend les usines de Gustav Hoffman, allemand - les usines de cuir Azar, tchécoslovaque - et la société Kaiser, allemande II) brisent les vitres de l'usine.

En juillet, les 900 ouvriers et employés de la Compagnie Régionale d'Électricité de Téhéran en grève organisent un rassemblement place Jâleh, dans un quartier très populaire. Ils réclament des augmentations de salaire et des garanties de sécurité sociale. Le soutien de la population empêche l'intervention policière.

Du 29 mai au 1^{er} juillet à Shahi, les ouvriers du textile se mettent en grève générale avec occupation. Le patron



ROODSAR : UNE JOURNÉE DE LIBERTÉ

Le 27 août 75, une cinquantaine de viticulteurs de deux villages des alentours de Roodsar entrent dans la ville avec leurs chariots et font un barrage sur la route Téhéran-Guilan. La police intervient, de nombreuses personnes viennent soutenir les paysans. L'un d'entre eux est tué, plusieurs sont blessés. Les manifestants reculent.

Mais bientôt environ 800 paysans d'un village voisin, Chalman, viennent à leur aide. Ensemble, ils prennent la ville, encerclent la préfecture, donnent une correction au chef de la distribution de

fait appel à la police, il y aura des morts dans les combats où les travailleurs font preuve d'une résistance héroïque.

Nous pourrions encore parler de la grève des sucreries de Miandoab, de celle des ouvriers du ciment à Téhéran, ou d'autres à Hashtgerd ou comme à Rey et Azemayesh...

SUR LE FRONT PAYSAN

Là aussi la censure et la répression font que peu d'informations filtrent sur les luttes dans les campagnes. Mais l'exploitation des grandes sociétés capitalistes privées ou étatiques établies à la suite de la réforme agraire, la répression exercée par les gendarmes, agents du gouvernement, la présence de la SAVAK dans les coins les plus reculés jointes à la domination féodale qui existe encore dans quelques endroits, sont autant de facteurs de mécontentement et de révolte des paysans.

Et dans les campagnes, l'année 75, vit aussi le déroulement de luttes. Ainsi, dans le Kurdistan, les paysans continuaient à payer des loyers aux propriétaires. Ils sont entrés en lutte pour s'opposer à une augmentation. Occupant les terres avec leurs familles, infligeant une correction au propriétaire, les paysans résistent. Le propriétaire cherche alors à amener les paysans d'un village voisin, Ouramanat, pour expulser les travailleurs en lutte. Après discussion, les paysans refusent de faire le jeu du propriétaire et rentrent chez eux. Le propriétaire fait alors appel aux

l'eau et s'apprêtent à tuer le préfet.

Toute la journée, les paysans parcourent la ville et font du travail de propagande.

Le soir, l'armée arrive de Rajd et les repousse. Les paysans n'ont accepté de quitter la ville qu'après avoir obtenu des promesses fermes concernant leurs revendications.

(Information parue dans «L'Insurrection Ouvrière», organe édité par l'Organisation des Combattants du Peuple en direction de la classe ouvrière).

gendarmes, mais les paysans résistent. En juin, quelques uns d'entre eux manifestent dans la ville de Marivan... l'ancien loyer fut maintenu à son prix.

Dans la province de Khuzistan, à Andimeshk et Ahwâz, les paysans mettent le feu au dépôt de récolte annuelle d'un capitaliste, Narâghi dont les immenses exploitations sont unique-

martyrs tombèrent sous les balles : le 7 décembre est devenu la journée internationale de solidarité avec les étudiants iraniens. Cette journée est commémorée chaque année par des manifestations. D'autres ont lieu contre l'assassinat de révolutionnaires en prison comme en avril-mai, l'année dernière. A cette époque, neuf révolutionnaires avaient été exécutés sous prétexte d'éva-

LES PRISONS, BASTIONS DE LUTTE ET DE RÉSISTANCE

Les geôles iraniennes, célèbres par la cruauté de leur bourreaux, par les conditions de vie épouvantables des prisonniers, sont aussi une école de la révolution. Elles se sont transformées petit à petit en lieux d'effervescence révolutionnaire où se mènent les discussions politiques, d'où jaillissent les chants patriotiques, où s'organise une vie collective.

Les tortionnaires iraniens sont fort conscients de cette situation. On le voit à travers les avertissements donnés aux accusés qui ont un dossier léger : «Prends garde, ne te laisse pas corrompre au collectif». Ce sont aussi les gardiens qui déclarent : «La prison est pour vous une école où vous apprenez ce que vous ignorez». Un tortionnaire exprime ainsi ses regrets : «On y introduit des veaux, on en laisse sortir des guerilleros ! Fouettez les donc et libérez les tout de suite, au lieu de les jeter en prison et de les instruire !»

ment destinées à l'exportation.

LES ÉTUDIANTS EN LUTTE

Le mouvement étudiant iranien est une des composantes les plus actives du mouvement populaire. Les étudiants se sont toujours trouvés aux avant-postes de la lutte contre la réaction et l'impérialisme. Ainsi, quatre mois après le coup d'État de 53, le 7 décembre, alors que Nixon était en visite officielle, les universités deviennent le théâtre de violentes manifestations. Ce jour-là, trois

sions, toutes les universités entrèrent en lutte : 19 étudiants sont morts dans ce mouvement.

Il faut noter que le mouvement étudiant avance surtout des mots d'ordre politiques, contre le régime, pour le soutien aux organisations révolutionnaires. Les formes de lutte choisies leur permettent d'intervenir principalement en direction des masses populaires. Les universités sont étroitement surveillées par la police et la SAVAK. L'université de Téhéran a particulièrement la réputation d'être «une base rouge».